

LE MONDE
EN **CRISES** :

QUELLES VOIES DE SORTIE ?



CONGRÈS 2009
de L'Entraide missionnaire

L'ENTRAIDE MISSIONNAIRE

15, rue de Castelnau Ouest
Montréal (Québec) H2R 2W3

Dépôt légal – 1^{er} trimestre 2010
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

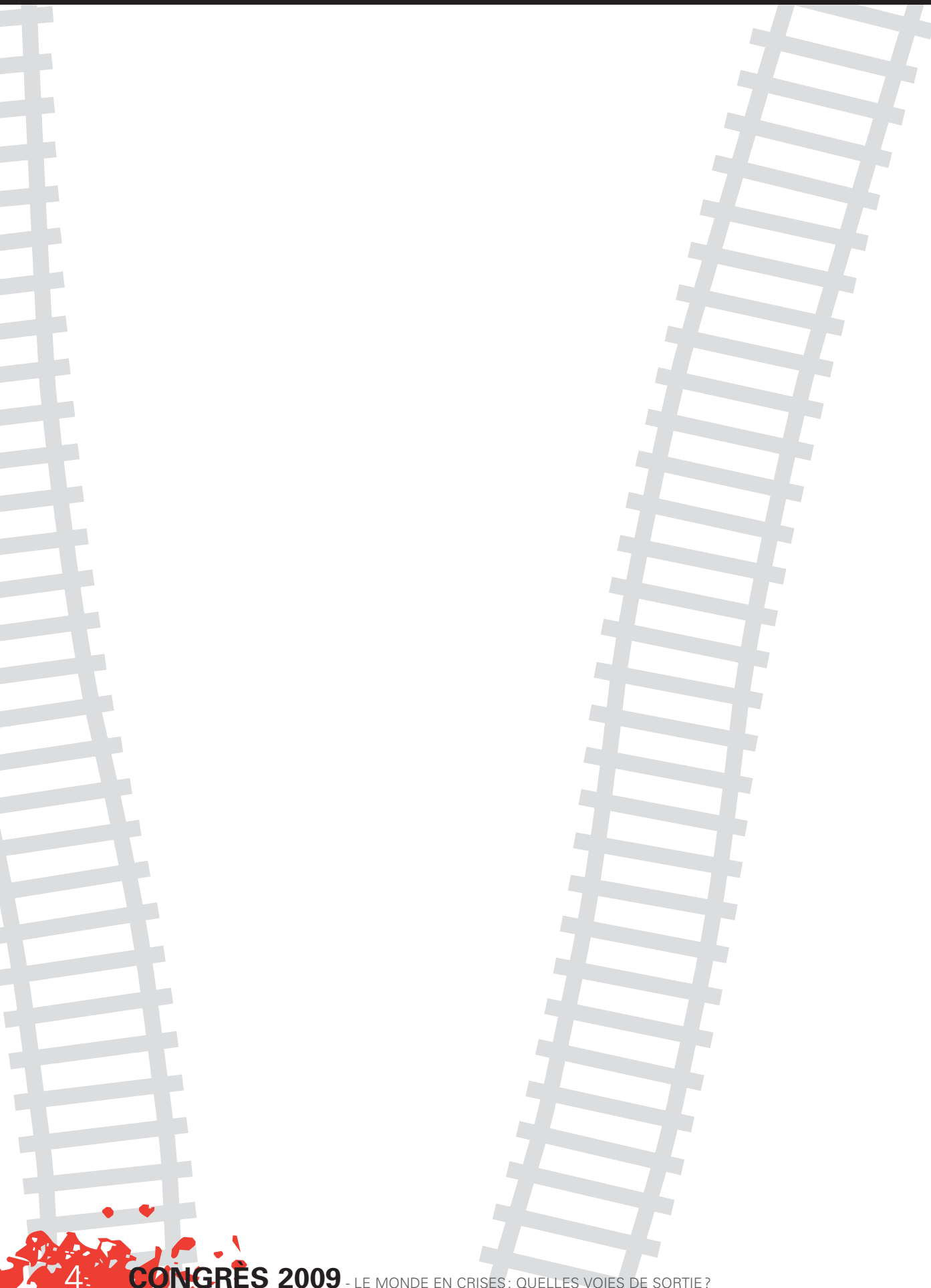
Conception graphique :
Fanie Clavette



TABLE DES MATIÈRES

■ Ouverture du Congrès	5
Suzanne Loisel	
■ Une crise globale, multiforme et différente	9
Jacques B. Gélinas	
■ Crise alimentaire : perspectives africaines	
■ Garder les liens avec la Terre, promouvoir la souveraineté alimentaire	22
Augusta Henriques	
■ L'appropriation de la productivité écologique : un modèle rentier d'accumulation au Chili	30
Marcel Claude	
■ De l'urgence d'interroger la civilisation actuelle	42
Catherine Foisy	
■ Pour une sortie de crise : des alternatives éthiques	44
François Houtart	
■ Bibliographie	52

Nos remerciements à madame Réjeanne Martin pour sa précieuse collaboration à la révision des textes.



OUVERTURE DU CONGRÈS 2009

Par Suzanne Loïselle


Bonjour et bienvenue à chacune, à chacun de vous,

Au nom de l'équipe de L'EMI, c'est avec grand plaisir que nous vous accueillons à notre rendez-vous annuel. Pour plusieurs d'entre vous, il s'agit de retrouvailles. Pour les personnes dont c'est la première participation, soyez les bienvenues!

Beaucoup d'événements ont marqué l'actualité de la dernière année. Il serait long d'en faire ici la nomenclature. Cependant, l'événement le plus médiatisé, l'élection d'Obama et ses premiers mois à la présidence des États-Unis, ne nous fait pas oublier les guerres menées en Irak et en Afghanistan, l'agression israélienne contre Gaza, les conflits en Afrique, le coup d'État au Honduras, les violations massives des droits humains : arrestations arbitraires, détentions prolongées, tortures. La nouvelle incarcération d'Aung San Suu Kyi, figure emblématique de l'opposition démocratique à la junte birmane, en est un bien triste exemple. Plus près de nous, les politiques conservatrices du gouvernement Harper, son refus entêté de rapatrier le canadien Omar Khadr, seul détenu occidental à la prison de Guantanamo, confirment la perte de crédibilité du Canada en matière de droits de la personne.

Tout cela sur fond de crise globale qui frappe l'ensemble de la planète. Qui n'a pas entendu parler des subprimes, des produits dérivés, des papiers commerciaux, des fonds spéculatifs? Jargon combien rébarbatif pour la plupart d'entre nous! Qui n'a pas appris par les médias les noms de dirigeants d'entreprises qui s'empiffrent de l'avoir de leurs actionnaires? Le financier américain Madoff est évidemment le prototype de ces prédateurs qui ont vidé les tiroirs en faisant miroiter mer et monde. À plus petite échelle, les Québécois Vincent Lacroix, ex-pdg de Norbourg, et Earl Jones, financier sorti de l'ombre, sont de la même trempe. Qui n'a pas été choqué par la mobilisation rapide des gouvernements des pays riches pour concocter des plans de sauvetage à hauteur de milliards de dollars puisés dans les fonds publics pour sauver les banques et les entreprises de leur effondrement? Pourtant, lors de la conférence de l'ONU sur les Objectifs du millénaire tenue il y a exactement un an, ces mêmes gouvernements qui disaient ne pas disposer des ressources nécessaires pour lutter contre la pauvreté, ont soudain trouvé des sommes colossales pour voler au secours de banques ou d'entreprises à la dérive ou carrément en faillite.

Tous ces acteurs, dirigeants d'entreprises, banquiers, chefs de gouvernements, se sont installés dans un monde à part, dans une bulle qui les a écartés de la réalité quotidienne de milliards d'êtres humains dont la vie et la dignité sont constamment menacées. Aujourd'hui, une personne sur sept souffre de la faim. Les fluctuations brutales des prix des produits agricoles sur les marchés internationaux ont provoqué une importante augmentation de l'insécurité alimentaire. L'accroissement du chômage semble irréversible.



Le travail précaire est devenu la norme, surtout pour les femmes, les jeunes, les personnes migrantes. Le Bureau international du travail (BIT) estime que la crise financière mondiale pourrait entraîner la perte de 20 millions d'emplois, le nombre de personnes au chômage atteignant aujourd'hui un record historique de 210 millions.

La crise repose sur les écarts grandissants entre riches et pauvres, sur l'avidité des prédateurs qui ont saigné des entreprises et l'environnement à leurs profits, sur le détournement de l'économie à des fins militaires. Les gouvernements, y compris le gouvernement canadien, ont abdicqué non seulement devant les forces du marché mais aussi en matière de lutte à la pauvreté, de défense des droits, du maintien des services publics, d'aide au développement, de protection de l'environnement. Loin d'être un accident de parcours, la crise engendre des dommages irréparables.

Devant l'échec évident du modèle économique actuel et de ses effets catastrophiques sur les conditions de vie de milliards d'êtres humains, de nombreuses voix s'élèvent. Dans son message destiné aux participants du Forum économique de Davos, le secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), Angel Gurría, déclarait que la souffrance et l'angoisse causées par l'actuelle crise économique mondiale ont été causées par une série de faillites massives au cœur des pays les plus développés au monde... Il nous faut maintenant réécrire les règles de la finance et de l'économie mondiale. Pourtant, quelques semaines plus tard, au cours de la réunion du G20 tenue à Londres au début d'avril, les chefs d'États et de gouvernements des 20 pays considérés les plus puissants ont choisi, à travers leur déclaration finale, de relégitimer un système pourtant en crise structurelle et de renforcer le rôle de ses institutions les plus contestées : Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale (BM), Organisation mondiale du commerce (OMC).

À la veille du G8 de L'Aquila (Italie), le pape Benoît XVI, publiait, en juillet dernier, sa troisième encyclique Caritas in veritate. S'il ne révolutionne pas la pensée sociale de l'Église, il la réactualise prenant en compte la mondialisation. Tout en défendant l'économie de marché scandaleusement productrice de tant d'inégalités, il administre au capitalisme une leçon d'éthique sociale en pointant, entre autres, les dysfonctionnements de la mondialisation : désordres de l'activité financière, spéculation, corruption, exploitation anarchique des ressources naturelles, délocalisations, chômage, faim, etc. Sans jamais dénoncer le capitalisme, il plaide pour sa régulation et pour une redéfinition du rôle de l'État.

De leurs côtés, les leaders des Conférences épiscopales des pays industrialisés ont rappelé aux pays du G8 qu'ils doivent tenir leurs engagements d'aide aux pays pauvres et réaliser les Objectifs du millénaire. Plus près de nous, le comité des affaires sociales de l'Assemblée des évêques du



Québec affirmait, dans son message du 1^{er} mai, qu'il est clair que quelque chose ne tourne pas rond dans notre économie... La présente crise financière démontre de façon éclatante que le laisser-faire gouvernemental est périmé... et que la redistribution de la richesse est une condition indispensable pour un mieux-vivre commun. Ce message est cependant loin d'une remise en question de la concentration de la richesse.

Par ailleurs, des organisations citoyennes vont beaucoup plus loin et condamnent le système financier actuel et revendiquent d'en reconstruire un nouveau. Lors du Forum social mondial (FSM) tenu à Bélem au début de 2009, des associations, syndicats et mouvements sociaux ont lancé l'appel Pour un nouveau système économique et social. Mettons la finance à sa place! Appel en faveur d'un nouveau système international de répartition des richesses. Le monde n'a pas seulement besoin de régulations mais d'un nouveau paradigme qui ramène la sphère financière au service d'un nouveau système démocratique fondé sur la satisfaction de tous les droits humains, le travail décent, la souveraineté alimentaire, le respect de l'environnement, la diversité culturelle, l'économie sociale et solidaire et une nouvelle conception de la richesse.

Les mêmes préoccupations ont été exprimées fortement à l'occasion de la réunion du G20 tenue à Londres par de nombreuses organisations réunies dans le Collectif Nous ne paierons pas pour leurs crises. Ce Collectif a fortement dénoncé le mutisme du G20 sur la croissance incontrôlée des inégalités, sur la dégradation des protections sociales et des équilibres écologiques et l'absence de pistes concrètes pour sortir de la débâcle actuelle.

C'est dans cette mouvance citoyenne que s'inscrit le congrès 2009 sur le thème Le monde en criseS : quelles voies de sortie? Dans un premier temps, le congrès abordera la crise financière à laquelle se combinent les crises économique, sociale, alimentaire, environnementale qui affectent profondément les conditions de vie des populations et détruisent la planète. D'entrée de jeu, Jacques Gélinas nous présentera en quoi la crise est à la fois globale et différente des crises précédentes.

En après-midi, deux personnes invitées du Sud, Augusta Henriques de Guinée Bissau et Marcel Claude du Chili, nous guideront dans la compréhension des répercussions de la crise mondiale sur le développement des pays du Sud. Ils nous présenteront deux dimensions de la crise globale, à savoir la crise alimentaire à partir de la perspective d'une femme africaine et la crise environnementale en contexte latino-américain.

Dans la matinée de dimanche, le sociologue belge François Houtart analysera la crise actuelle à partir d'une perspective éthique. En tant que participant aux travaux de la Commission onusienne pour la réforme du système financier et monétaire, il nous partagera l'état des travaux de cette

Commission et les propositions d'alternatives en vue d'une sortie de crise favorable à la majorité des personnes appauvries de ce monde.

Face aux multiples défis actuels, une recherche de nouveaux repères est nécessaire. En solidarité avec toutes les personnes engagées dans la recherche d'alternatives pour l'avènement d'un autre monde possible, nous souhaitons que ce congrès soutienne nos efforts pour un monde plus humain, plus solidaire ; qu'il soutienne notre courage d'avancer, et pourquoi pas notre courage de rêver, comme le chante le poète québécois, Richard Séguin.

Vous devinez bien que la préparation de ce congrès est le fruit d'un travail collectif. Que toutes les personnes qui ont y contribué, d'une façon ou d'une autre, en soient ici chaleureusement remerciées :

- l'équipe de la permanence : Gerardo Aiquel, Micheline Malboeuf, Denis Tougas, équipe appuyée par Jeannette Thiffault à l'administration
- les conférencières et conférenciers invités : Marcel Claude, Jacques B. Gélinas, Augusta Henriques et François Houtart
- l'animatrice du congrès, Catherine Foisy
- les membres du comité de la célébration : Mariette Benoit, Anna Gallant et Nicole Jetté
- la graphiste Fanie Clavette pour le design du dépliant et de la bannière
- l'équipe de bénévoles à l'accueil, aux kiosques de solidarité ainsi que l'équipe technique
- la Librairie Paulines
- le café Rico pour sa commandite
- chacune et chacun de vous pour votre participation en grand nombre.

Enfin, la tenue du congrès a été rendue possible grâce au généreux soutien financier des sociétaires de L'EMI, des organismes Développement et Paix, InterPares et L'Œuvre Léger. Soyez-en tous chaleureusement remerciés.

Le congrès 2009 est maintenant ouvert !

Bon congrès !



UNE CRISE GLOBALE, MULTIFORME ET DIFFÉRENTE

Par Jacques B. Gélinas

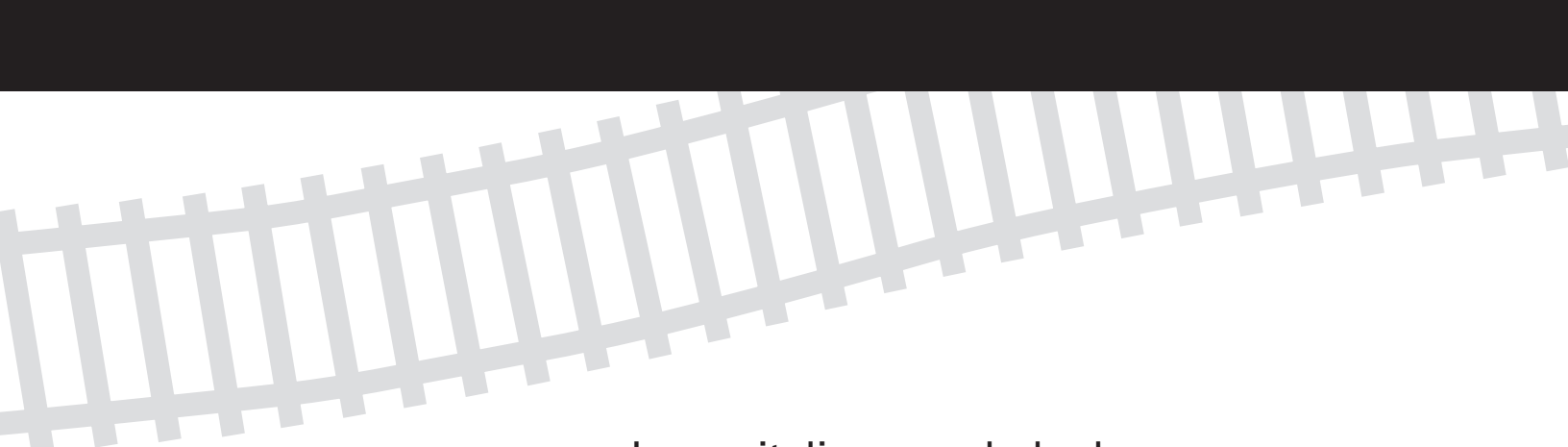
Jacques B. Gélinas, coopérant pendant plus de dix ans en Amérique latine, professeur en sociologie du développement à l'Université d'Ottawa et à l'Université nationale du Bénin, il a été cadre au ministère des Relations internationales du Québec. Sociologue, essayiste et conférencier, il est l'auteur entre autres de *La globalisation du monde, laisser faire ou faire?*, Écosociété, 2000 et du *Dictionnaire critique de la globalisation*, Écosociété, 2008.

C'est à la fois un honneur et une responsabilité que d'amorcer cette réflexion sur *le monde en criseS*, avec vous qui œuvrez directement ou indirectement dans cette partie du monde la plus affectée par ce grand déraillement et qui risque d'en subir les plus terribles conséquences.

Ce monde que nous voulons plus humain est aujourd'hui secoué par une crise qui s'avère globale dans les deux sens du terme : planétaire et totale. Cette crise affecte et infecte tous les pays, du centre surdéveloppé à l'extrême périphérie qui se sous-développe. Et elle est totale au sens qu'elle englobe toutes les ressources de la planète et toutes les dimensions de l'activité humaine.

La crise financière, apparue à l'été 2007 et qui a éclaté à l'automne 2008, n'en a été que l'élément déclencheur. Elle a fatalement dégénéré en crise économique. Bien avant, sévissait une crise écologique profonde. Le système est aussi malade de sa fixation sur les énergies fossiles, faciles et polluantes : crise énergétique. En 2008, des émeutes de la faim dans une quarantaine de pays ont mis à jour une crise alimentaire, figure emblématique de toutes les inégalités et symptôme criant d'une crise sociale mondiale. Devant tous ces défis à relever, on assiste à la démission de la classe politique, instrumentalisée par de puissants intérêts économiques transnationaux : crise de la démocratie. À la racine de toutes ces crises, une crise éthique qui montre une humanité à la croisée des chemins, en manque de valeurs et d'objectifs à la hauteur de son destin.

Huit crises donc, toutes interreliées et qui, telles les huit tentacules d'une pieuvre, ensèrent notre habitat terrestre. Pour comprendre cette crise multiple et multiforme, il ne suffit pas d'analyser le déroulement de la crise financière et sa dégénérescence en crise économique. Il ne suffit pas non plus d'y additionner les autres crises susmentionnées. Il faut aller au cœur du système économique régnant — le capitalisme — afin d'en analyser la structure et de percevoir la logique de son fonctionnement. Ce sera le premier point de notre réflexion. Ainsi pourrons-nous, dans un deuxième temps, mieux saisir le caractère unique et spécifique de la crise dont le système est malade. Dans un troisième temps, nous tenterons d'entrevoir sur quoi peut déboucher cette crise.



■ ■ ■ Le capitalisme malade de sa propre logique d'accumulation et d'accaparement

Depuis l'effondrement du système soi-disant socialiste qui sévissait dans l'ex-Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) et de ses satellites, un seul système économique, hégémonique, règne en roi et maître sur toute la planète. Ce système a pour nom le capitalisme.


1. Le capitalisme, c'est quoi ?

Le capitalisme est un système économique qui se caractérise par une soumission généralisée de la société au marché. Soumission au marché de la production des biens et des services, soumission au marché de la distribution, des ressources et des revenus. Soumission au marché du travail considéré comme une simple marchandise. Dans cette généralisation du salariat, tout le monde a rendez-vous sur le marché du travail pour gagner sa vie. Même les travailleurs autonomes, les paysans, les cultivateurs et les « informels », tous sont soumis directement ou indirectement à l'impitoyable loi du marché. À sa sortie de l'école ou de l'université, l'idéal d'un jeune, c'est de vendre sa force de travail, se trouver un job. Selon le conseil de l'ineffable personnage d'Yvon Deschamps, « ce qui est important dans la vie, c'est une job steady pis un bon boss ».

Cette soumission généralisée de l'activité économique au marché comporte ses exigences, ses impératifs absolus : libre concurrence, augmentation constante de la compétitivité, maximisation des profits pour réinvestir plus et demeurer compétitifs, dans une spirale sans fin de réinvestissement et d'augmentation des profits. Résultat : accaparement cumulatif et sans limites de richesse par un nombre restreint d'individus et d'institutions qui contrôlent les mécanismes du marché. On a pu dire avec raison que l'esprit du capitalisme, c'est l'accumulation¹. Accumuler toujours plus — un milliard, 10 milliards, 50 milliards — non pas pour satisfaire ses besoins réels ou supposés, mais... pour accumuler.

La mise en place de cette mécanique d'accumulation, avec au centre le marché, a été rendue possible par l'établissement, à un moment donné de l'histoire, de nouveaux rapports sociaux de propriété. Au centre, un long comptoir commercial où tout se vend et s'achète. D'un côté du comptoir, se trouvent les patrons, propriétaires du capital, c'est-à-dire des moyens de production. De l'autre côté, la masse des salariés et des chômeurs en quête d'emploi. Le marché du travail, désormais mondial, met tous les salariés et demandeurs d'emplois en compétition les uns contre les autres. Si les employés d'Olymel se montrent trop exigeants, l'entreprise va délocaliser vers un pays du tiers-monde où des travailleurs affamés vont se précipiter pour cinq dollars par jour.

¹ Cf. Max Weber (1864-1920), L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme.



Vers quoi tend le système capitaliste? Quelle est sa finalité? Quel est le maître-mot répercuté dans tous les médias, chaque fois qu'il est question d'économie, de crise et de sortie de crise? La croissance! L'objectif déclaré du système, c'est, non pas la satisfaction des besoins de toutes et de tous, mais la croissance. La croissance du PIB de trimestre en trimestre, d'année en année, indéfiniment. Un objectif aussi déraisonnable, voire absurde, doit certainement en cacher un autre. Quel est donc l'objectif réel, non avoué et non avouable du système? Une réponse s'impose : la croissance des profits et ainsi de l'enrichissement de la compagnie et des individus qui la contrôlent.

Tout cela peut paraître incroyable, que nous soyons tous soumis à un système si inégalitaire et si destructeur des ressources de la planète, et cela au nom de l'efficacité du marché. C'est ici qu'intervient l'idéologie dont le système a besoin pour se justifier et apparaître comme légitime et irremplaçable. Cette idéologie a pour nom le libéralisme, devenu depuis trois décennies le néolibéralisme. L'idéologie, c'est la mise en pli de l'intelligence. C'est le discours et les mots mis au service des pouvoirs économiques et politiques. À force d'entendre qu'on n'a pas le choix, qu'il n'y a pas d'alternative, qu'il faut être réalistes et que tout marche pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles, les gens finissent par le croire. Qu'un journaliste nous annonce qu'un dirigeant de banque ou même un dirigeant du Mouvement Desjardins encaissent qui dix millions, qui un million et demi de dollars par année, personne ne se scandalise outre mesure. C'est le marché, explique-t-on, qui dans sa sagesse infaillible en a décidé ainsi. Et mieux vaut ne pas contredire le marché, car il se vengerait, expliquent les économistes de service : on ne pourrait plus trouver de dirigeants de banque ou de caisse compétents.

Quelques postulats très simples sont à la base de cette idéologie. (Un postulat, c'est un état de choses que tout le monde, dans une société donnée, à une époque donnée, prend pour acquis, mais que l'histoire ou une analyse plus approfondie des faits peuvent démentir.) Voici les quatre postulats qui fondent le néolibéralisme :

- l'intérêt et la liberté individuels priment sur l'intérêt général, étant entendu qu'une « main invisible » fait converger tous les intérêts individuels, voire égoïstes, vers l'intérêt général;
- la propriété privée, pratiquement illimitée, constitue un droit « sacré et inviolable »;
- le marché considéré comme le répartiteur optimal des ressources et des revenus doit demeurer le plus libre possible des interventions des pouvoirs publics;
- les ressources de la planète implicitement tenues pour inépuisables.



Ces postulats, on l'aura remarqué, sont dépourvus de toutes bases scientifiques. Il s'agit de croyances. Le capitalisme, en apparence si puissant, est au fond un système vulnérable, parce que fondé sur de faux postulats et de fausses valeurs. Vulnérable parce que trop puissant.

2. La globalisation ou le capitalisme poussé au bout de sa logique.

Le capitalisme, comme toute institution humaine, évolue au fil des ans et s'adapte aux situations les plus diverses. Au tournant de la décennie 1980, il a pris un virage décisif appelé globalisation. Le terme est né dans le monde anglo-saxon : *globalization*. Au lieu d'utiliser ce mot forgé pour exprimer une réalité nouvelle, nos linguistes et autres experts l'ont traduit par un mot déjà existant, mondialisation, qui exprime une réalité connexe mais différente (voir l'encadré « Globalisation-mondialisation »). De fait, il s'agit d'un néologisme, même en anglais. *Globalization* n'existait pas dans les dictionnaires de langue anglaise avant 1990.

La globalisation, c'est une nouvelle phase du capitalisme que ses protagonistes ont voulu pousser au bout de sa logique d'accumulation. Dans cette nouvelle phase, il s'agit de libérer le marché de l'entrave des droits sociaux et environnementaux que les gouvernements avaient progressivement intégrés dans leurs législations, à la suite du *New Deal* du président Roosevelt. C'était au temps de la Grande Dépression, dans les années 1930. Le *New Deal*, c'est un nouveau contrat social entre le gouvernement, la grande entreprise et la masse des travailleuses et travailleurs, dont le but est d'établir un certain équilibre entre le capital et le travail. Roosevelt a alors fait voter des lois établissant la Social Security — bien-être social, assurance-chômage, pensions de vieillesse — encourageant la syndicalisation et augmentant les revenus des agriculteurs et de la classe moyenne.



GLOBALISATION, MONDIALISATION : QUELLE DIFFÉRENCE ?

Ces deux termes, mondialisation et globalisation, désignent deux réalités qui se recoupent sur divers aspects, mais ne sont pas synonymes. En précisant la nature de ces deux réalités, on voit comment il est important d'appeler chacune par son nom, si l'on veut éviter les quiproquos et les confusions de toutes sortes dans le débat public. *C'est ajouter aux malheurs du monde que de mal nommer les choses*, disait Camus.

GLOBALISATION

Phénomène nouveau — trois décennies — d'expansion planétaire d'un marché unique, transnational et déréglementé qui tend à englober dans la sphère marchande toutes les ressources de la planète et toutes les activités humaines.

Il s'agit d'une nouvelle phase du système capitaliste dont la métamorphose s'est amorcée au début des années 1980 par la montée en puissance des compagnies transnationales et la mise en réseaux des marchés financiers qui tendent à une concentration illimitée de la richesse et du pouvoir à l'échelle planétaire.

Portée par les firmes transnationales et par une nouvelle classe politique axée sur des intérêts économiques supra-étatiques, la globalisation s'est institutionnalisée dans des traités de libre-échange néolibéraux, comme l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) et les multiples accords régis par l'Organisation mondiale du commerce.

La globalisation se révèle comme un ambitieux projet de gouverner le monde par de puissants intérêts économiques transnationaux.

Les nouvelles technologies informatiques favorisent l'extrême mobilité et volatilité des capitaux et leur évasion *offshore*, et renforcent en fin de compte la suprématie de la sphère financière sur l'ensemble de l'économie.

MONDIALISATION

Phénomène ancien — cinq siècles — d'expansion planétaire des échanges et des communications où s'affirme de plus en plus la nécessité de protéger et de partager le patrimoine matériel, culturel et technologique de l'humanité.

Il s'agit d'un déploiement à l'échelle planétaire des relations internationales et humaines qui s'est amorcé en 1492 par le désenclavement de l'Amérique et la mise en relation de tous les continents par la voie des mers, puis par la voie des airs et des ondes, et plus récemment par les nouvelles technologies de l'informatique.

Portée d'abord par les empires commerciaux européens, la mondialisation s'est diversifiée et intensifiée au cours du XX^e siècle, pour s'institutionnaliser dans divers organismes intergouvernementaux, dont les Nations Unies, et dans de multiples réseaux de la société civile comme Via Campesina et le Forum social mondial.

La mondialisation s'est toujours déroulée directement ou indirectement sous l'égide du politique et des grands mouvements associatifs.

Les nouvelles technologies informatiques — qui auraient pu exister sans la globalisation — créent dans le cyberspace des possibilités inédites d'échanges et de communications entre toutes les cultures et tous les humains.

Au tournant des années 1980, les compagnies multinationales, après un siècle² d'accumulation, de fusions et acquisitions, sont devenues si puissantes qu'elles se sentent à l'étroit dans le cadre des législations nationales et des conventions commerciales existantes. En 1979, American Express, alors leader mondial des services financiers, prend la tête d'un puissant

² La première multinationale, la Standard Oil Trust, a été créée en 1883 par le baron du pétrole John D. Rockefeller.

lobby d'affaires, la Business Roundtable, pour prier le gouvernement des États-Unis de négocier un nouveau type de traités de libre-échange. On veut des traités qui, contrairement aux accords traditionnels ne couvrant que les marchandises, embrasseraient les services, les investissements, la protection des brevets des multinationales et les produits agricoles (auparavant exclus du libre-échange). Le lobby trouve une oreille favorable chez le dirigeant du pays le plus puissant de l'ordre capitaliste : Ronald Reagan. Celui-ci, à la recherche d'un pays cobaye pour expérimenter ce nouveau régime, se trouve un allié chez le conservateur Brian Mulroney. Après une période de pourparlers discrets, les deux compères annoncent, en mars 1985, à la surprise de tous, le lancement des négociations pour la conclusion d'un traité de libre-échange entre les deux pays. Au départ, tout le monde est contre : les partis politiques, les syndicats, l'Union des producteurs agricoles, les ONG, la Conférence des évêques. Qu'à cela ne tienne ! L'Accord de libre-échange Canada-États-Unis entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1989.

Le modèle est étendu au Mexique avec l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1994. Le modèle sera transposé au plan international par la création, en 1995, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Celle-ci regroupe aujourd'hui 153 pays, régit l'application d'une trentaine d'accords sectoriels qui couvrent tous les domaines de l'activité humaine, dont les services — comme l'éducation et les soins de santé — la culture, l'agriculture, l'alimentation humaine et animale, la propriété intellectuelle et la libre circulation des capitaux et des investissements.

Ce nouvel ordre économique international consiste en l'application de cinq grandes consignes :

- déréglementation et non-réglementation pour laisser le champ libre au marché;
- privatisation pour étendre le champ de l'investissement aux services publics;
- libéralisation pour abolir tout protectionnisme et ouvrir les frontières à la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des produits agricoles;
- réingénierie de l'État pour limiter l'intervention des pouvoirs publics dans les domaines économique, social, culturel et environnemental;
- flexibilité du travail pour permettre aux entreprises de prélever une part toujours plus grande de la plus-value produite par les travailleuses et travailleurs.



Pour l'application de ces consignes dans les pays du tiers-monde, on ne s'est pas embarrassé de négociations. Dès 1980, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM) se chargent de leur imposer, après les avoir solidement endettés, les fameux Programmes d'ajustement structurel (PAS). Ajustement à quoi? Au marché mondial. Tous les pays du monde — grands et petits, riches et pauvres, industriellement développés ou sous-développés — se trouvent ainsi mis en compétition les uns contre les autres sur le marché global. Que les plus forts gagnent! Le chiffre d'affaires combiné des cinq plus grosses multinationales dépasse le PIB des 48 pays les plus pauvres. Ainsi se trouve réalisé l'idéal du capitalisme globalisé : *One Single Global Unregulated Market*.

3. Une crise systémique

Avec l'application combinée des consignes susmentionnées, les nouveaux maîtres du monde ont obtenu ce qu'ils voulaient : une augmentation considérable des profits au détriment des travailleurs et de l'environnement. Le capitalisme se manifeste alors au grand jour comme un système d'accumulation par la dépossession. Les riches s'enrichissent sur le dos de la classe moyenne et les pauvres s'appauvrissent davantage. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le club des pays riches, admet que les inégalités et le nombre de pauvres ont augmenté au cours des deux dernières décennies. En 2009, 1% des États-Uniens détient 23% de la richesse de leur pays, alors qu'en 1980 ce 1% en détenaient 10%. Chez nous, les derniers rapports de Statistiques Canada nous apprennent que les revenus des travailleurs les moins bien payés ont baissé de 20% en 25 ans. Presque tous les jours, on peut lire dans les journaux que le nombre de pauvres augmentent au Québec, tandis que les profits des banques et des grosses entreprises ne cessent d'augmenter. Avant la crise, le monde comptait 850 millions d'affamés. La crise en a fait basculer 50 millions de plus dans la malnutrition et la famine.

Une telle disparité des revenus a conduit à une concentration vers le haut d'une masse énorme de capitaux qu'il faut réinvestir pour produire toujours plus. Or, la diminution du pouvoir d'achat de la masse des salariés fait en sorte que la consommation diminue. Surproduction à l'horizon. Que faire avec tous ces capitaux qu'on ne peut pas investir dans des activités de production? Première solution : favoriser le crédit. Mais il y a des limites à l'endettement des ménages. Les génies de la finance ont alors mis de l'avant une autre façon d'« investir » : la spéculation financière, qui consiste à parier sur l'évolution des taux de change, des taux d'intérêts et des indices boursiers. Il s'agit de faire de l'argent avec de l'argent, sans production réelle de biens et de services. La spéculation produit de l'accaparement de richesse, mais ne produit pas de richesse.

Le total des transactions financières dans le monde s'élève aujourd'hui à 2 millions de milliards de dollars US, alors que le total du PIB mondial est

62 000 milliards de dollars US. Si l'on soustrait des opérations de change celles qui servent réellement au commerce et au tourisme, soit 8% de celles-ci, on doit conclure qu'environ 95% de toutes les transactions financières mondiales consistent en des opérations de pure spéculation.

La dernière invention des génies de la finance, celle qui a congestionné tout le système, a été la combinaison *subprime*-titrisation-PCAA (voir l'encadré). Ce dernier excès a fait éclater la bulle spéculative, ce qui était inévitable car le destin d'une bulle, c'est d'éclater. Les alchimistes du Moyen-âge, avec un mélange de science et de mystique, cherchaient la formule pour changer le plomb en or. Les alchimistes modernes de la finance ont fait mieux : avec un mélange de science et de mystification, ils ont trouvé la formule pour changer le papier en argent.

L'analyse du système économique actuel et des consignes de la globalisation nous fait découvrir un système efficace mais insensible aux réalités sociales et environnementales. Toutes ces crises énumérées en introduction ne sont que les symptômes d'une crise du système lui-même, malade de sa propre logique d'accumulation. Une maladie congénitale, chronique et incurable, et possiblement dégénérative, du système capitaliste.

LE TRIO FATAL : *SUBPRIMES*, TITRISATION, PAPIERS COMMERCIAUX

À l'origine de la crise financière, il y a cette pandémie de prêts hypothécaires laxistes, appelés *subprimes*. Au milieu de la décennie 1990, les banques et les institutions financières qui disposent d'énormes surplus d'argent, se lancent dans le prêt hypothécaire à haut risque. Elles prêtent à des gens à faible et très faible revenu et même à des NINJA (*No Income, No Job, No Asset*), c'est-à-dire à des gens sans-revenu-sans-emploi-sans-actif. À ces étranges candidats à la propriété, on offre des conditions idéales : aucune mise de fonds initiale, aucun intérêt pour les deux premières années, après quoi, précise l'agent, des taux progressifs pourront s'appliquer. Entre-temps, le nouveau propriétaire pourra se trouver un emploi. Dans le cas contraire, il n'aura qu'à revendre sa maison... avec profit, considérant que le prix des maisons ne peut qu'augmenter, assure-t-on.

Cette affluence de maisons hypothéquées à leur actif amène les institutions financières à considérer que ces immeubles pourraient bien servir de « garanties » pour prêter de l'argent. Elles procèdent donc à une forme inédite d'ingénierie financière appelée *titrisation*. Cette technique consiste à transformer un paquet de créances — hypothécaires et autres — en titres (d'où *titri*-sation) financiers. Une banque d'investissement constitue, par exemple, un pool de créances de 100 millions de dollars, qu'elle divise en tranches, disons, de 10 000 dollars. Elle fait de ces « petites coupures » des titres financiers, appelés « papiers commerciaux adossés à des actifs » : les PCAA. L'appellation est trompeuse, car il s'agit en réalité de titres



financiers échafaudés sur des créances. Qu'à cela ne tienne ! On assure que les PCAA sont aussi solides que les obligations gouvernementales ou les bons du Trésor. Le hic, c'est qu'ils sont non pas garantis, mais seulement « adossés » à des actifs.

Les PCAA sont mis en vente sur les marchés financiers, par l'intermédiaire de *Special Purpose Vehicles* (SPV) créés par la banque prêteuse. Dans l'exemple susmentionné, cette vente lui rapporte 100 millions de dollars qu'elle peut prêter et titriser de nouveau. Le cycle infernal est enclenché. Des banques reprêtaient ainsi jusqu'à 30 fois le même argent. Cette montée en flèche des mécanismes de titrisation s'est doublée d'une euphorie spéculative. Les PCAA ont connu une croissance fulgurante passant de 400 milliards de dollars US en 1995 à 2 500 en 2007. Les génies de la finance de la Caisse de dépôt et placement du Québec en avaient acheté pour 13,6 milliards quand la roue de la spéculation a arrêté de tourner et que cette bulle d'argent virtuel a éclaté, en 2008.

Le grand refoulement s'est produit lorsque les initiateurs de cette chaîne spéculative se sont trouvés dans l'impossibilité de racheter les PCAA qu'ils avaient créés. Pourquoi ? Parce qu'au tout début de la chaîne, dans la vraie vie, il y avait ceux qui avaient mordu à l'appât des *subprimes*, incapables, le moment venu, de faire face à des taux d'intérêts dangereusement progressifs. Il y eut alors un si grand nombre de maisons saisies que le marché immobilier s'effondra, et avec lui les PCAA.

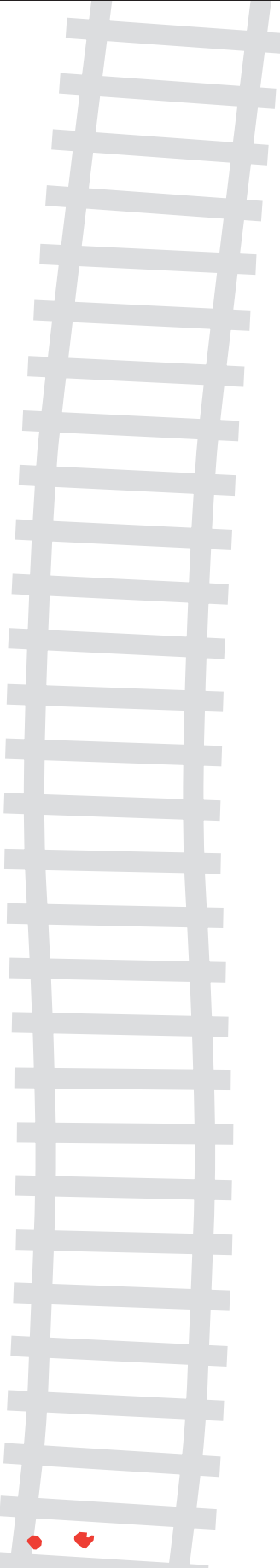
Voilà l'incroyable mais véridique histoire de la titrisation et des papiers commerciaux adossés à des créances, véritable cause de la crise financière.

■ ■ ■ En quoi cette crise est-elle différente ?

Les experts répètent sur toutes les tribunes que cette crise est la pire depuis la Grande Dépression des années 1930. Il faut plutôt constater que c'est la pire crise tout court du capitalisme. L'effondrement financier de septembre 2008 a amorcé le développement d'une crise majeure et inédite du système. En quoi donc cette crise s'avère-t-elle différente ? Certes, parce qu'elle est globale et multiforme, mais aussi pour des raisons spécifiques dont voici les principales :

1. L'oligopolisation du système

Le capitalisme d'aujourd'hui est dominé par un vaste réseau d'oligopoles. On parle d'oligopole quand un petit groupe d'entreprises contrôle 80 % et plus du marché. Ce groupe est alors en mesure d'exercer un contrôle efficace non seulement sur les prix, mais aussi sur la production et sur une ponction de plus en plus considérable de la plus-value produite par les travailleurs. C'est le cas dans une vingtaine de secteurs clés de l'économie,



comme la finance, le pétrole, l'automobile, la pétrochimie, l'agroalimentaire, l'avionnerie, l'industrie pharmaceutique, l'acier et l'information. Certes, les monopoles et les oligopoles ne sont pas un phénomène nouveau dans l'histoire du capitalisme. Ce qui est nouveau, c'est la domination de tout le système par les monopoles et les oligopoles. Cette oligopolisation du système marque un changement qualitatif dans le processus d'accumulation. La surproduction qui en résulte conduit nécessairement à une dérive de tout le système vers la finance. C'est ce que l'on appelle la financiarisation de l'économie. Voici donc une économie dominée par la finance, dominée à son tour par la spéculation.

2. La raréfaction des ressources et un ébranlement majeur des écosystèmes

Dans les années 1930, on ne savait pas encore que la planète était petite et ses ressources limitées et donc épuisables. Aujourd'hui, on le sait. Dans plusieurs domaines, les ressources montrent des signes d'épuisement. Et néanmoins, on continue de surexploiter sans retenue celles qui restent. Non seulement assiste-t-on à un épuisement des ressources, mais on constate un ébranlement majeur des écosystèmes dû à la surexploitation, la surconsommation, le gaspillage et une fixation du système sur les énergies fossiles. Malgré les avertissements et les recommandations de nombreux et très crédibles rapports, les décideurs économiques et politiques poursuivent imperturbablement leur objectif de croissance. Une situation qui doit inquiéter, si l'on pense que tout ce qui est transformé et produit par le système économique vient de la Terre.

3. La militarisation du système à l'échelle planétaire

L'idéologie néolibérale n'arrive plus à justifier, dans les esprits, l'avidité des décideurs économiques. Le capitalisme global est devenu si vorace et si dévastateur pour les écosystèmes et les droits sociaux qu'il suscite de plus en plus de résistance, aussi bien dans les pays riches que dans les pays dits émergents et dans les pays pauvres. Pour assurer sa progression dans le monde, le capitalisme globalisé a besoin de la protection d'un appareil militaire planétaire et de législations nationales de plus en plus répressives. C'est la raison d'être du formidable déploiement militaire des États-Unis, secondé par l'OTAN, partout dans le monde. Bien qu'aucun pays ou alliance ne menace son territoire, ce pays dispose, en 2009, de 865 bases militaires permanentes dans 130 pays. La défense de l'intérêt national se confond désormais avec la défense du capitalisme global. C'est la raison des nombreux conflits en Afrique et des guerres d'Irak et d'Afghanistan.

4. La classe politique neutralisée par les traités de libre-échange

En signant les nouveaux accords de libre-échange susmentionnés, les dirigeants politiques du monde entier ont renoncé à une grande partie de leur pouvoir de légiférer non seulement en économie, mais aussi dans des



domaines très importants comme les droits sociaux, l'environnement et la culture. L'abdication des gouvernants face aux lobbies d'affaires constitue un des aspects les plus inquiétants de cette crise multiforme qui afflige l'humanité. Qui veillera sur le bien commun? L'Organisation des Nations Unies (ONU), qui regroupe tous les États souverains de la planète, se trouve aujourd'hui déclassée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui s'impose désormais comme l'institution la plus puissante de la planète. Avec l'approbation de la classe politique, elle s'est érigée en gardienne de l'ordre concurrentiel mondial, que les élites politiques et économiques considèrent comme le summum du bien commun. Pour sortir réellement de la présente crise, il faudrait que les politiciens aient la clairvoyance et le courage de dénoncer tous ces accords de libre-échange qui les rendent impuissants, en particulier ceux régis par l'OMC.

5. L'hégémonie planétaire d'un système en crise

Depuis l'effondrement du système soi-disant socialiste de l'ex-URSS et de ses satellites de l'Europe de l'Est, le système capitaliste règne en maître sur toute la planète. Même la Chine, le Vietnam et de nombreux pays qui s'étaient libérés du colonialisme sous la bannière du socialisme, ont renoncé à ce système pour embrasser le mode de production et de consommation capitaliste. Les États-Unis, avec la collaboration active de l'Europe, du Japon et du Canada, ont pris le leadership de cette hégémonie impériale du capitalisme sur le monde. Devenus assez puissants pour diriger le système économique globalisé et l'orienter à leur avantage, les États-Unis font ce que leur puissance leur permet de faire.

■■■ Sortie de crise ou chronique d'une crise annoncée pire que la présente?

Devant l'ampleur de la crise qui emportait, les unes après les autres, les plus grandes institutions financières du monde considérées comme les colonnes du temple capitaliste, les dirigeants politiques ont senti le besoin de bouger. Certains d'entre eux, parmi les plus loquaces, ont même avancé l'idée qu'il fallait « refonder le capitalisme ». Le président des États-Unis a convoqué un sommet des chefs d'État des 20 pays les plus influents de la planète. La mission de ce G20, réuni à Washington le 15 novembre 2008, était de proposer une solution efficace à cette double crise économique et financière. Le même groupe devenu permanent s'est réuni de nouveau en avril 2009 et doit se réunir incessamment une troisième fois.

Qu'a fait le G20? Quelle solution a-t-il proposée? On peut dire que la montagne a accouché d'une souris. Il a souhaité une meilleure régulation du système financier, sans s'opposer aux faits accomplis de la déréglementation et il a préconisé un timide encadrement des rémunérations scandaleuses des dirigeants des grosses compagnies.



Il n'a pas dénoncé la financiarisation de l'économie ni la spéculation financière, ni la concentration extrême de la richesse qui marque ce nouveau mode d'accumulation. Le G20 a-t-il mis un frein à la surexploitation et au gaspillage des ressources? Aucunement. Il a au contraire encouragé la relance de la consommation afin de « relancer la croissance ». Il a félicité les gouvernements qui prenaient des mesures pour remettre en piste le vieux modèle auto-pétrole-réseaux routiers.

Le G20 s'est-il opposé à l'ouverture forcée des marchés du tiers-monde aux produits agricoles subventionnés des pays riches? Au contraire, il n'a cessé de mettre en garde contre un retour du protectionnisme. Il a prôné et prône encore la relance du « cycle de Doha » de l'OMC, lequel va directement à l'encontre de la souveraineté alimentaire des pays pauvres.

On aura remarqué que le mot « relance » est celui qui revient le plus souvent dans les décisions du G20. Comme quoi, pour nos élites politiques et économiques, la sortie de crise consiste à remettre le même train sur les mêmes rails. Pour n'être pas en reste, les médias ne cessent de détecter partout des signes qui annoncent la fin de la récession. *La Presse* d'hier, titre en manchette du cahier Affaires : *De la lumière au bout du tunnel*. Et si la lumière que les experts croient voir au bout du tunnel était la lumière du train qui vient en sens inverse?

Une vraie sortie de crise aurait exigé que les dirigeants du système acceptent non seulement de réduire leurs propres rémunérations, scandaleuses à tous les points de vue, mais qu'ils acceptent de restreindre les profits des banques et des compagnies. Mais ce concept est tout à fait étranger au système capitaliste.

Cette crise n'ayant reçu aucune réponse adéquate qui aurait pu atténuer un tant soit peu les effets dévastateurs du capitalisme globalisé, il est écrit dans le ciel que la crise multiple que nous vivons présentement ne pourra que se répéter, et de façon beaucoup plus violente. Pourquoi les crises à venir seront-elles pires que celle que nous vivons présentement? Pour une raison, entre autres, qui est cruciale : les ressources se font et se feront de plus en plus rares, et les pays riches, qui ont décidé de ne rien changer à leur mode de vie, iront les chercher là où il en reste encore : dans le Tiers-monde où vit 80% de la population mondiale.

Et malgré cela...

Après avoir décrit et annoncé tant de méfaits et de malfeasance, je ne voudrais pas me sentir responsable de dépressions graves ou de désespérance parmi cet aimable auditoire venu ici pour réfléchir sur l'avenir du monde et du Tiers-monde. Aussi, je vais vous dire ce que je pense de l'avenir de l'humanité.



Je crois que malgré les apparences — dégradation de l'environnement, conflits armés avec des armes de plus en plus destructrices, aveuglement et irresponsabilité de la classe politique, cupidité des dirigeants économique, etc. — l'humanité progresse. Elle progresse au niveau de la conscience et c'est là que réside le seul vrai progrès. Des exemples? J'ai assisté dans l'espace de ma courte vie, comme beaucoup d'entre vous, à la plus grande révolution de tous les temps : la reconnaissance des femmes comme êtres humains à part entière, égales en droit et en dignité à l'autre moitié de l'humanité. Deux sexes différents mais égaux et complémentaires. Cette révolution n'est pas terminée, mais elle est inéluctable et irréversible.

Autre exemple : depuis moins de 50 ans, l'humanité prend peu à peu conscience des limites et de la fragilité de son habitat terrestre. Une partie de plus en plus grande des humains se rend compte de sa responsabilité dans le partage et la protection des ressources. Cette prise de conscience est loin d'avoir pénétré tous les secteurs de la société. Cependant, ce qu'il faut savoir, c'est qu'une vérité une fois connue se répandra sur toute la Terre. Ce n'est qu'une question de temps.

Bien d'autres progrès ont été enregistrés dans l'histoire de la lente et progressive prise de conscience de l'*homo sapiens*. L'esclavage et la colonisation, par exemple, acceptés et pratiqués il n'y a pas si longtemps par toutes les civilisations, et même par la civilisation chrétienne, sont disparus comme modes de production et ne reviendront pas.

Il ne faut pas avoir peur de nous fixer des objectifs ambitieux... mais réalistes. Ce n'est pas rêver que de penser une humanité qui pourra régler ses différends autrement que par le déploiement d'armes mortifères. Il n'est pas chimérique de croire que l'humanité pourra un jour satisfaire les besoins vitaux de toutes et tous; elle le peut déjà, mais le système économique en vigueur ne permet pas une distribution équitable des biens et services déjà produits en surabondance. L'utopie serait plutôt de croire qu'un système aussi inégalitaire et destructeur que le capitalisme, fondé sur des postulats purement égoïstes, puisse se survivre indéfiniment. Le capitalisme n'a pas toujours existé. C'est une invention humaine et, en tant que tel, il a eu un commencement et aura certainement une fin. Avant lui, d'autres systèmes économiques ont existé qui ont disparu, comme l'esclavagisme et le féodalisme. L'humanité a besoin d'un autre saut qualitatif dans sa prise de conscience vers un monde fondé sur la coopération et l'entraide.

Un autre monde est possible. L'erreur serait de penser que nous pouvons changer ce monde en quelques années, ou en l'espace d'une décennie ou même d'une génération. L'important est de tailler chacun sa pierre pour la construction d'un nouvel édifice capable d'abriter tous les humains dans la liberté, l'égalité et la fraternité. Ce qui me motive, c'est de travailler à quelque chose de plus grand que moi et non pas à la construction d'un misérable petit chalet. Il s'agit de bâtir une cathédrale.

CRISE ALIMENTAIRE : PERSPECTIVES AFRICAINES

Garder les liens avec la Terre, promouvoir
la souveraineté alimentaire

Par Augusta Henriques

Augusta Henriques, directrice de *Tiniguena-Esta Terra è Nossa*, une organisation de développement et d'éducation écologique de Guinée-Bissau. Diplômée de l'Institut supérieur de Service social de Lisbonne, Portugal, elle a une longue expérience en alphabétisation et éducation des adultes notamment au sein d'une équipe dirigée par le pédagogue brésilien Paulo Freire. En tant que membre de plusieurs organismes, elle a participé à différentes rencontres nationales et internationales sur la coopération non-gouvernementale, le développement communautaire, la pauvreté et la solidarité sociale, la construction de la paix.

Avant tout, je voudrais remercier L'Entraide missionnaire de l'invitation à me joindre à vous pour ces journées de réflexion et d'échange autour des problématiques d'actualité qui nous affectent tous dans cette ère de globalisation. Une ère où nous connaissons des crises globales du point de vue alimentaire, environnemental, énergétique et économique.

Actuellement, on parle même d'une crise sanitaire liée à la pandémie déclarée de la grippe H1N1. Mais cela est une autre histoire racontée en versions différentes. Certains soutiennent que la vraie pandémie n'est pas celle de la grippe H1N1, mais plutôt une pandémie du profit liée à l'industrie pharmaceutique... Par l'entremise des médias, une psychose est générée à l'échelle mondiale sur les effets éventuellement néfastes de cette nouvelle grippe qui, jusqu'à présent, est loin d'être la plus mortelle que nous ayons connue. Cela a favorisé une ruée vers un médicament produit exclusivement par deux laboratoires, et a incité tous les États du monde et les organisations internationales de la santé à investir, en toute légitime conscience, des sommes astronomiques pour rendre ce médicament miracle disponible au public, finançant ainsi indirectement ces laboratoires...

Il est vrai que nous faisons face, depuis quelques années, à des crises cycliques nous rappelant que la gouvernance mondiale est elle-même affectée et en crise. À l'image des plus grosses banques du monde tombées en faillite l'année passée, les modèles sur lesquels nous conduisons nos sociétés s'effondrent, sur les plans autant économique, social, culturel et environnemental que spirituel et éthique.

Je viens de la Guinée-Bissau, un petit pays côtier de l'Afrique occidentale de 36 000 km² et d'un peu plus d'un million et demi d'habitants. Un beau pays aux multiples visages, brodé des tons infinis de vert. La Guinée-Bissau bénéficie d'une biodiversité impressionnante. Vraie mosaïque culturelle, elle est formée d'une vingtaine d'ethnies qui cohabitent jusqu'à présent en harmonie. Chaque ethnie a sa propre langue et ses modes spécifiques de gestion des espaces et des ressources naturelles qui l'entourent. Ce qui constitue, dans son ensemble, un authentique trésor de connaissances et de savoirs centenaires.

Paradoxalement, la Guinée-Bissau figure parmi les six pays les plus pauvres de la planète. Beaucoup parmi vous n'ont probablement jamais entendu



parler de ce pays. Certains parmi vous ont peut-être appris par la presse que ce pays est devenu la plaque tournante la plus importante pour le narcotrafic en Afrique occidentale, entre l'Amérique latine et l'Europe. Mais plus récemment, l'image de la Guinée-Bissau qui a circulé partout dans le monde est celle du pays où l'on a assassiné son président en le coupant en morceaux, à coup de machette...

Moi, je préfère présenter la Guinée-Bissau comme la patrie d'Amílcar Cabral, un des plus brillants intellectuels nationalistes africains, défenseur de la théorie de la lutte de libération anticoloniale comme acte culturel, qui a guidé notre lutte armée de libération nationale vers l'indépendance. Ceux et celles qui ont pu connaître vraiment mon pays partagent mon avis, je crois, par exemple au Canada, Lise Latrémouille, ancienne directrice d'InterPares, et Manon Labrèche, ancienne coordinatrice du CECI en Guinée-Bissau. En réalité, l'une et l'autre réalité constituent des facettes différentes d'un même pays.

Je travaille pour *Tiniguena*, une ONG bissau-guinéenne créée en 1991, dont la mission est de **promouvoir un développement participatif et durable, fondé sur la conservation des ressources naturelles et culturelles et l'exercice de la citoyenneté**. Le mot *Tiniguena* signifie en Cassanga, une des ethnies de mon pays, *cette terre est à nous*. En effet, depuis sa création, *Tiniguena* œuvre pour que les Bissau-guinéens s'approprient leurs espaces et leurs ressources naturelles, au niveau local et national, et soient responsables de leur bonne gestion, tout en valorisant ce riche patrimoine pour la promotion du bien-être des générations présentes et futures. La vision de *Tiniguena*, depuis sa création, est de faire en sorte que **la Guinée-Bissau soit notre terre promise** : un endroit où il fait bon vivre, où on peut élever nos enfants et voir le pays progresser pour offrir de meilleures conditions de vie à ses populations actuelles et aux générations futures. C'était le rêve d'Amílcar Cabral, le fondateur de notre nation. Cabral a inspiré beaucoup de leaders d'ONG comme nous, qui avons trouvé dans l'action citoyenne une façon de ne pas laisser tomber la Guinée-Bissau et de nous investir à fond pour aider à construire notre avenir et celui de nos enfants dans la terre de nos ancêtres.

Pendant des années, nous avons développé des actions d'information et de sensibilisation du public et des décideurs, pour les amener à mieux connaître et valoriser le riche patrimoine naturel et culturel de la Guinée-Bissau. Nous avons mené ce plaidoyer sur des dossiers stratégiques pour l'avenir de ce patrimoine. Nous avons soutenu les initiatives locales de paysans et de paysannes ainsi que de jeunes dans trois régions du sud du pays, pour améliorer leurs conditions de vie, tout en assurant la conservation et la mise en valeur des espaces et des ressources naturelles. Nous avons appuyé leurs projets porteurs de changement notamment dans les domaines de l'agriculture intégrée, de la pêche artisanale responsable, de la sécurité alimentaire; nous avons soutenu le développement des activités génératrices



de revenus, ainsi que les initiatives de promotion socioculturelle et d'appui au transport et à la communication pour le désenclavement des populations et de leurs produits.

Les crises énergétique, alimentaire et économique qui ont affecté le monde ces dernières années, ont frappé encore plus durement les populations les plus vulnérables de la planète, celles de notre région et de mon pays en particulier. Cela s'est traduit notamment par une augmentation vertigineuse des prix des denrées alimentaires et du coût de la vie en général. Vous avez certainement entendu parler des revendications populaires et des mouvements sociaux déclenchés un peu partout en Afrique, autour de la problématique de *la vie chère*. La crise économique ne fait qu'empirer la situation, bien qu'elle n'ait pas encore touché notre région aussi fortement qu'ailleurs. Peut-être n'est-ce qu'une question de temps ?

Pourtant, notre pays est très riche en ressources naturelles et notre région capable de produire suffisamment de biens alimentaires pour nos populations. En Guinée-Bissau, nous avons plus de quatre mois de pluie par année, des cours d'eau douce, de la terre fertile en abondance, des semences et des cultures alimentaires diversifiées. Il s'y trouve une importante population encore liée à la terre, qui connaît son milieu comme personne d'autre et laboure ses champs en ayant recours à des techniques et des variétés de semences testées par la nature et améliorées par des paysans et paysannes depuis des siècles...

Alors, pourquoi sommes-nous affectés par la crise alimentaire ? Pourquoi des enfants et des femmes des villes et de certains villages de mon pays souffrent-ils de malnutrition et/ou n'accèdent-ils que difficilement à de la nourriture de qualité ? Pourquoi la famine continue-t-elle à tuer et à anéantir des enfants, des femmes, des paysans de notre continent ?

La paysannerie africaine a été déstructurée par l'adoption de politiques non adaptées, promues par les institutions de Breton Woods, qui ont amené nos États à imposer des cultures de rentabilité au détriment des cultures alimentaires. Le dumping des biens alimentaires à très bas coûts sur nos marchés peu organisés, en concurrence déloyale avec nos produits locaux, a découragé notre production alimentaire. D'où la perte de variétés de production et de savoirs stratégiques pour la souveraineté alimentaire de nos pays et d'une partie essentielle de notre précieux patrimoine génétique. L'importation des modèles de consommation qui nous sont étrangers, allié à l'abandon de la paysannerie par l'État ainsi qu'à la macrocéphalie de nos villes, a favorisé l'exode rural, surtout parmi la jeunesse, laissant nos villages de plus en plus exsangues. Les villes se remplissent d'une population toujours plus nombreuse, sans pourtant être structurées pour les loger et les nourrir, favorisant ainsi le développement de toutes sortes de vices, la violence en particulier. Une fois éloignés de leur terre natale, les jeunes ne se sentent plus redevables à leur communauté. Ils remettent en question

les valeurs transmises par leurs parents, face à des modèles importés qui les déracinent hélas! mais les séduisent et auxquels ils s'accrochent. Pire encore, à ceux qui restent encore aux villages, ils exhibent ces nouveaux modèles comme des signes de progrès. Plus question d'envisager le retour à la paysannerie!

Mais, quand la crise alimentaire frappe le monde, ce sont les habitants des villes qui en souffrent le plus : pas de travail, pas de terre à cultiver, pas de recours aux écosystèmes de la nature pour fournir des aliments... Un nouveau lumpenprolétariat pullule, erre en périphérie urbaine et sert à la perfection les intérêts de toutes sortes de trafiquants et de bandits.

Tiniguena a profité de ce contexte de crise pour donner un nouvel élan à son travail d'information, de sensibilisation et de plaidoyer, en rappelant aux Guinéens, que **nous vivons de ce que la terre nous donne et (que) nous sommes profondément dépendants de ce que nous faisons d'elle**. À l'aide d'outils de sensibilisation très efficaces développés depuis 15 ans, comme des cartes postales et un calendrier publiés annuellement, des émissions radiophoniques, nous abordons maintenant différemment la nouvelle problématique de la souveraineté alimentaire. Dans un langage simple, nous expliquons à nos gens que l'alimentation est une question de droit et de souveraineté, que la crise alimentaire est liée à une business qui exploite et fabrique la famine. Nous leur disons que nous avons à faire des choix fondamentaux pour notre avenir : promouvoir la souveraineté alimentaire ou se spécialiser pour l'exportation; produire pour nous nourrir ou pour fournir des agro-carburants aux voitures des riches; cultiver des variétés locales que nous sommes capables de renouveler à chaque année ou des cultures transgéniques qui dépendent des multinationales de l'agro-business?

Ces choix, leur disons-nous encore, doivent être faits par les populations, puisque ce sont elles qui payent toujours la facture des bonnes ou des mauvaises politiques. Nous expliquons à nos populations, à nos dirigeants, à notre jeunesse, que l'agriculture familiale est l'avenir d'une communauté, d'un pays et d'un peuple qui veut garder ses liens avec la terre et ne pas être dépendante des autres pour se nourrir. Cette agriculture est à notre portée, nous savons comment faire! En situation de crise, on peut mieux comprendre comment il est fondamental de garder des liens avec la Terre, de conserver notre droit et notre capacité de produire ce qu'on mange et manger ce qu'on produit. En situation de crise, on peut mieux comprendre combien il est important de garder le contrôle de la production des biens dont nous avons besoin pour notre propre alimentation.

Nous avons mis en œuvre d'autres axes de travail en Guinée-Bissau pour expliquer à nos populations, surtout aux paysannes et paysans avec lesquels nous travaillons, l'origine de la crise alimentaire et les avenues possibles qui permettront de défendre leurs intérêts à court, moyen et long terme. En plus des débats et des conférences, des rencontres et des





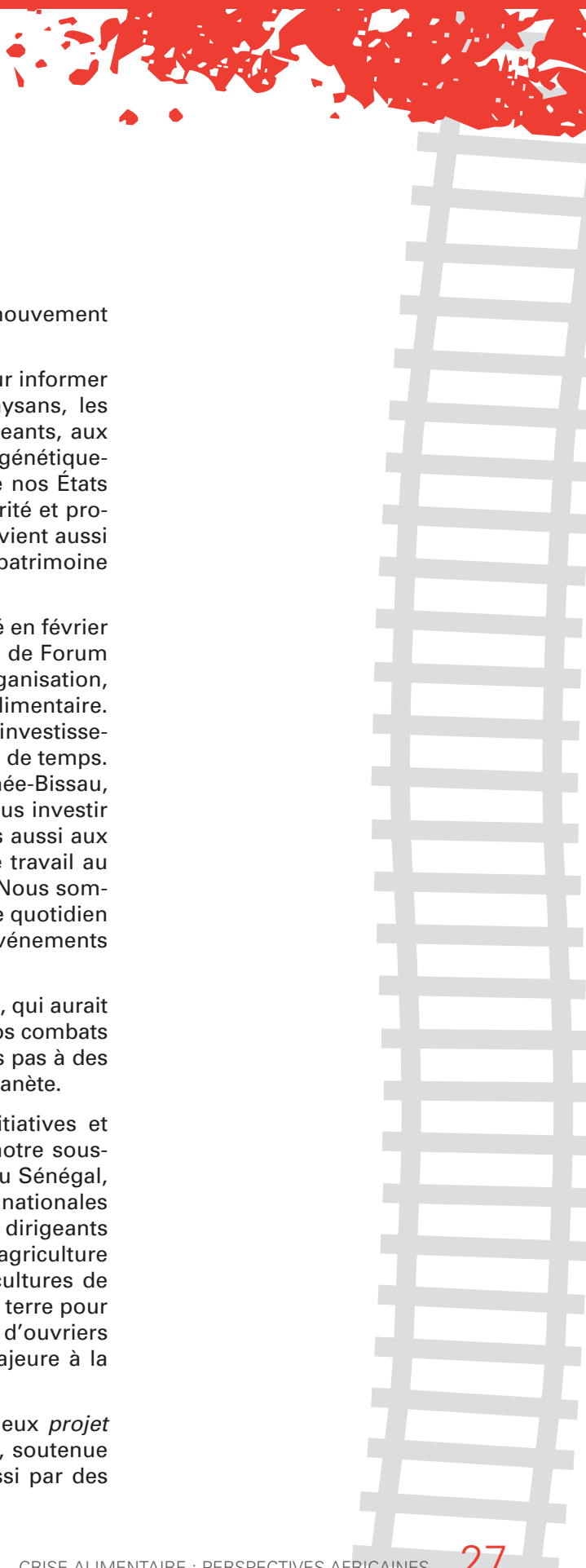
échanges autour de la question de la souveraineté alimentaire réalisés au niveau local, national et régional, nous avons investi sur le moyen et le long terme, en renforçant le travail déjà entrepris depuis quelques années, d'appui à la valorisation et à la promotion de la consommation des produits issus de la biodiversité, avec ancrage culturel et viabilité économique. À cet effet, nous soutenons des agriculteurs de trois régions du sud de notre pays, dans la production, la promotion et la commercialisation de quatre produits agro-alimentaires, de produits de l'artisanat et de la pharmacopée traditionnelle. Une ligne de produits a été créée, appelée *kil ki di nos ten balur*, ce qui signifie en langue locale : *ce qui est à nous, c'est bon*.

Nous nous sommes engagés à travailler avec d'autres acteurs impliqués dans le même genre de projet, dans le but de créer un environnement économique, politique et social favorable à ce type de production et de valorisation des produits locaux, notamment en créant un label spécifique : *Produits de la Terre made in GB*.

Pendant que nous vivions la crise alimentaire, nous avons appris que notre pays était visé par un projet d'investissement à hauteur du milliard de capitaux liés aux casinos (Geocapital, groupe Stanley Ho), pour la production d'agro-carburants à partir de la *jatropha*, une plante non comestible. Nous nous sommes alliés à d'autres partenaires pour monter une stratégie de plaidoyer autour de ce projet. À la veille de son approbation au Conseil des ministres, nous avons produit et diffusé auprès de certains d'entre eux *un mémorandum* expliquant d'une façon très simple et claire, les enjeux liés aux agro-carburants. Nous avons appris récemment que, grâce à ce *mémorandum* et au plaidoyer fait par d'autres partenaires impliqués, ce projet a été fortement contesté et le Conseil des ministres a ajourné sa décision. Beaucoup d'entre nous ne croyaient pas que nous arriverions aussi loin ! C'est vrai, rien n'est encore gagné, mais rien n'est perdu non plus ! Voilà une des leçons que nous avons apprises : nous sommes bien plus puissants que nous ne le croyons ! Mais, pour y arriver, nous devons nous organiser, tisser des alliances et des complicités, être persévérants et combattifs.

Cependant, nous avons encore besoin de renforcer nos capacités de plaidoyer et de travailler en réseau, de lier davantage notre travail du niveau national avec celui du niveau régional et international mené par d'autres coalitions telles que la COPAGEN.

La COPAGEN est la Coalition pour la défense du patrimoine génétique africain, créée en février 2004, à Grand Bassin en Côte d'Ivoire. J'y étais et j'ai eu l'honneur de compter parmi les membres fondateurs. Un moment historique ! C'était exaltant de voir tous ces militantes et militants de mouvements sociaux provenant de tous les pays de l'Afrique occidentale, des animateurs et des cadres d'ONG, des paysans, des scientifiques et des intellectuels, réunis pour débattre de la situation de la biosécurité dans chacun de nos pays, définir des objectifs et des stratégies d'action à court et à long



terme et, au même moment, adopter une charte constitutive du mouvement présentée au monde entier à travers les médias.

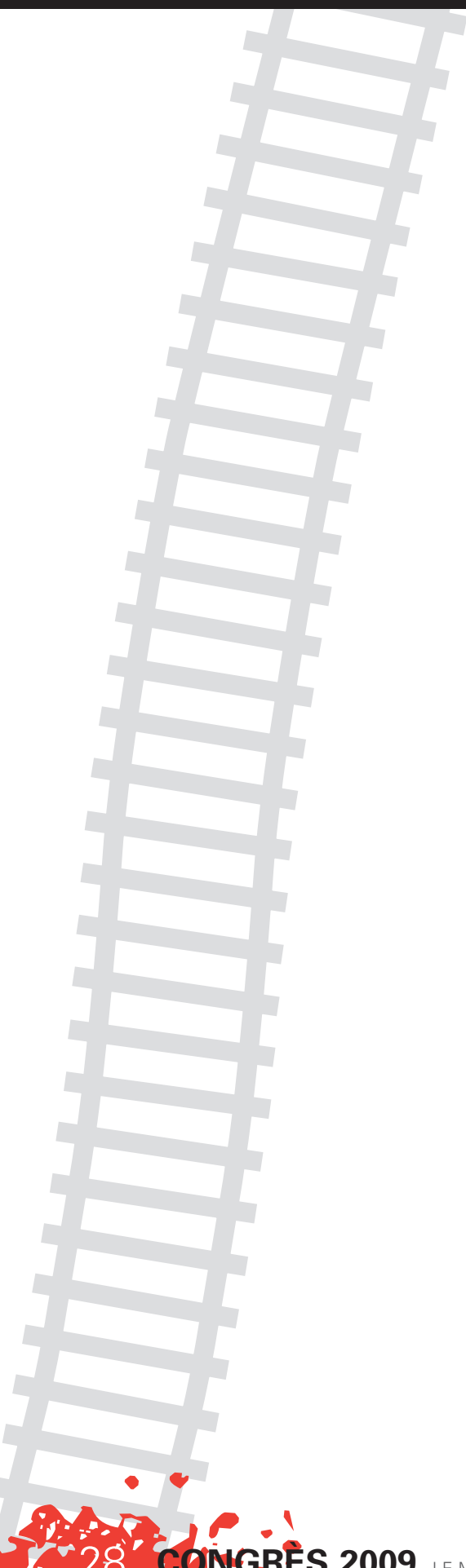
Depuis sa création, la COPAGEN s'est battue et se bat encore pour informer et sensibiliser les populations africaines, en particulier les paysans, les scientifiques, les intellectuels, les leaders d'opinion et nos dirigeants, aux enjeux et risques associés à l'introduction des organismes génétiquement modifiés (OGM) en Afrique. La COPAGEN milite pour que nos États adoptent un cadre institutionnel et juridique assurant la biosécurité et protégeant la biodiversité dans nos pays et dans la région. Elle intervient aussi pour dénoncer des initiatives et des projets pouvant menacer le patrimoine génétique de la région et l'agriculture paysanne en Afrique.

Depuis le Forum Mondial pour la souveraineté alimentaire réalisé en février 2007 à Selingue au Mali, un événement plus connu sous le nom de Forum de Nyéléni, la COPAGEN, qui a participé activement à son organisation, a réorienté son action vers la promotion de la souveraineté alimentaire. Nous n'y étions pas cette fois. Depuis quelques années, notre investissement dans ce formidable réseau s'affaiblit peu à peu par manque de temps. En effet, l'une de nos grandes faiblesses à *Tiniguena* et en Guinée-Bissau, c'est le manque de disponibilité en temps et en énergie pour nous investir dans le travail de coalition non seulement dans notre pays, mais aussi aux niveaux régional et international. Nous sommes trop pris par le travail au jour le jour pour faire avancer nos projets et nos engagements. Nous sommes submergés par les événements politiques qui affectent notre quotidien et la vie des populations avec lesquelles nous travaillons, des événements qui nous détournent de notre action.

C'est ainsi que nous avons loupé un *momentum* unique à Nyéléni, qui aurait pu nous inspirer et renforcer notre action citoyenne chez nous. Nos combats ne peuvent pas avoir d'issues durables si nous ne nous associons pas à des combats similaires près de nous, dans notre région, dans notre planète.

Actuellement, la COPAGEN se bat contre des projets, des initiatives et des politiques qui menacent la souveraineté alimentaire dans notre sous-région. L'une de ces menaces, c'est l'accaparement des terres, au Sénégal, au Mali, au Bénin, en Guinée-Bissau en particulier, par des multinationales et des hommes d'affaires étrangers, avec la complicité de nos dirigeants et des entrepreneurs privés, pour le développement d'une agriculture intensive liée à la production des agro-carburants et d'autres cultures de rentabilité. Les agriculteurs qui cultivaient de petites parcelles de terre pour leur alimentation quotidienne sont souvent réduits à la condition d'ouvriers agricoles sur leur propre terre, ce qui constitue une entrave majeure à la souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest.

L'autre menace contre laquelle la COPAGEN se bat c'est le fameux *projet AGRA*, une sorte de réédition de la Révolution Verte en Afrique, soutenue par des institutions privées et publiques américaines, mais aussi par des



Africains, entre autres, des personnalités reconnues mondialement. À première vue, le projet semble intéressant, puisqu'il veut appuyer le développement de l'agriculture en Afrique.

Mais, à la lumière du diagnostic établi dans le cadre de ce projet sur l'origine et les causes de la famine en Afrique, nous pouvons discerner les vraies intentions des promoteurs. Ils considèrent que l'Afrique souffre de la famine parce qu'elle n'est pas en condition de produire des aliments en quantité suffisante pour nourrir ses populations. Un ensemble d'obstacles sont identifiés parmi lesquels l'insuffisante productivité et la faible résistance des variétés utilisées aux maladies et aux insectes, etc. Nous comprenons donc que, une fois ce problème identifié, la solution au cœur du projet consiste à introduire des variétés plus productives et plus résistantes aux maladies, aux insectes, à la sécheresse, etc. Évidemment, ces semences sont fabriquées ailleurs, aux États-Unis, au Canada ou en Europe, par de grosses compagnies de l'agro-business, qui en détiennent le monopole et se font financer par leur gouvernement pour trouver de nouveaux marchés, **faisant des affaires avec la FAMINE**. Les paysans africains qui, jusqu'à présent, reproduisaient et échangeaient gratuitement leurs semences en utilisant des techniques adaptées aux sols et aux climats, vont perdre ainsi leur autonomie dans la production des cultures alimentaires et deviendront dépendants des multinationales de l'agro-business. Nos populations et nos pays deviendront ainsi entièrement dépendants de l'extérieur pour assurer leur alimentation.

De plus, pour avoir toutes les « qualifications » requises, les variétés à introduire seront certainement des OGM ou des variétés améliorées selon des critères déterminés par d'autres intervenants que les paysans. De cette façon, en plus de rendre dépendant des semences étrangères, le projet AGRA va, en réalité, « financer » la production et l'introduction de variétés transgéniques en Afrique, contaminant les semences locales et conduisant à la perte d'un riche patrimoine génétique stratégique pour la vie en Afrique et de valeur inestimable pour l'humanité.

Nous vivons une époque où grâce à la défense farouche des droits de propriété intellectuelle par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la biopiraterie est protégée et encouragée. Il s'agit d'une nouvelle forme de colonisation, si bien décrite par l'écrivaine Vandana Shiva dans son livre *La biopiraterie ou le retour de Colombo 500 années plus tard*.

Les combats que la COPAGEN mène en Afrique doivent être reliés à ceux que vous menez ici au Canada et que d'autres citoyens mènent dans les pays du Nord. Il s'agit d'un même combat! Vous ne voulez pas d'OGM chez-vous, n'est-ce pas? Ni à votre table, ni dans vos champs! Mais les OGM sont fabriqués par des compagnies qui ont leur siège chez-vous, en Amérique du Nord et en Europe. Vous pouvez **et vous devez** les suivre et les poursuivre pour tous les dégâts qu'ils sont en train de semer dans la nature et d'une façon irréversible, chez vous et chez nous!



C'est pour cela qu'il nous faut encore plus travailler ensemble ! Au-delà de cette Conférence ! Chacun et chacune de nous assumant ses responsabilités là où il se trouve, mais sans oublier de se connecter, de se relier, d'échanger et de se renforcer mutuellement pour être plus forts dans nos actions. C'est pour cela que j'ai accepté de venir de loin vous rejoindre ici au Canada, à ce congrès, à un moment où notre agenda à *Tiniguena* et en Guinée-Bissau est bien chargé. Si nous ne tissons pas les liens qui nous unissent et qui peuvent nous rendre plus forts, nous ne pourrons pas nous en sortir. **Nous sommes trop peu nombreux, nous envisageons des combats trop complexes et durs, pour nous payer le luxe de rester seuls !...**

Je reviens sur le début de ma présentation. Nous connaissons des crises mondiales globales, parmi lesquelles une crise alimentaire qui condamne à la famine et la malnutrition des millions d'êtres un peu partout dans le monde, mais en particulier en Afrique. Ces crises nous rappellent que la gouvernance mondiale est elle-même en crise ! Mais ce système qui est à la base de notre gouvernance est aussi en crash !!! Nous ne serons jamais capables de trouver, à l'intérieur de ce système, des solutions aux problèmes actuels qui nous oppriment et nous font souffrir, qui attaquent et érodent notre propre humanité !

Il est, en effet, impossible de comprendre et d'expliquer qu'avec toutes les connaissances, toute la richesse accumulée, les capacités de communiquer et de se déplacer, dans une ère d'abondance, nous vivions et acceptons paisiblement de vivre à côté de la pauvreté de millions d'êtres humains. Cela démontre l'aberration de ce système qui ne nous sert plus ! Bien plus, les mesures de secours pouvant nous sauver n'existent pas. Il faut changer ce système !

Il faut concevoir et expérimenter de nouvelles façons de nous gouverner. **NOUS SOMMES CAPABLES DE LE FAIRE !** Car nous n'avons pas hérité de Dieu les modes de vie qui nous détruisent. Ce sont des humains qui les ont conçus et nous ont conduits là où l'on se trouve. Sans les changements qui s'imposent, nous allons droit contre un mur ! Les hommes et les femmes peuvent aussi changer ces méthodes, s'ils sont déterminés à le faire !

Ce nouveau système de gouvernance passera, à mon avis, par **UN RETOUR À LA TERRE !** Par la construction du paradis, là où on est. Pour redonner aux gens, là où ils sont, le droit de s'approprier leurs espaces et leurs ressources et de les gouverner avec dignité, d'une façon responsable, en gardant l'équilibre et l'harmonie entre les humains et avec tous les êtres avec lesquels ils partagent ces richesses. Équilibre et Harmonie qui se trouvent dans l'essence de la VIE ! Garder et faire progresser notre humanité. Comme l'a dit tout à l'heure, M. Jacques Gélinas, « le seul vrai progrès n'est-il pas celui de la conscience ??? »

Merci beaucoup !

L'APPROPRIATION DE LA PRODUCTIVITÉ ÉCOLOGIQUE : UN MODÈLE *RENTIER* D'ACCUMULATION AU CHILI

Par Marcel Claude

Marcel Claude, économiste. Ex-directeur des Fondations Oceana et Terram, il est présentement doyen du département « État, économie et gestion » de l'Universidad Academia de Humanismo Cristiano à Santiago au Chili. Il est aussi chroniqueur sur les questions environnementales et économiques dans plusieurs médias chiliens.

L'une des particularités des groupes économiques est son caractère éminemment capitaliste. Cela veut dire qu'ils se spécialisent à détecter et à s'approprier des valeurs économiques, celles qui se trouvent dans la nature ou dans la force du travail. Ils sont capables de convertir n'importe quelle forme de vie en capital financier, dans un processus accéléré de dégradation de la nature. Ainsi, les réserves naturelles (biomasse des ressources de la pêche, des forêts naturelles et des ressources minières) s'épuisent peu à peu devant l'exploitation irrationnelle, dont l'objectif indiscutable est d'augmenter la richesse concentrée dans ces groupes économiques.

Le Chili ne fait pas exception à la règle, mais constitue un paradigme par excellence de cette forme d'utilisation des ressources naturelles. La réduction systématique du capital naturel au bénéfice des groupes économiques explique une de ses grandes habiletés : s'approprier gratuitement les ressources naturelles sans rétribution correspondante à l'État pour l'usage et l'épuisement de telles ressources. Le renforcement de ces conglomérats leur permet de diversifier leurs investissements, en adoptant par surcroît une structure d'intégration verticale et en poursuivant le processus, bien sûr, avec leur logique d'accumulation.

Ce processus de conversion du capital naturel en capital financier est documenté avec profusion par de nombreuses études qui rendent compte du degré de détérioration de l'environnement, produit d'une incessante destruction, en même temps que s'accroît de manière quasi irrationnelle les disponibilités du capital financier concentré dans très peu de mains. De fait, les 225 personnes les plus riches du monde accaparent la richesse équivalente à la moitié de l'humanité, c'est-à-dire la même richesse que trois milliards de personnes. Selon le 10^e Rapport sur la richesse dans le monde (Merrill Lynch y Capgemini, 2006), le nombre total de millionnaires dans le monde a augmenté de 6% en 2005, atteignant 8,7 millions de personnes. Tous ces gens possèdent un patrimoine commun de 33,3 milliards de dollars. Ce nombre de privilégiés ne dépasse pas 0,1% de l'humanité.

L'information obtenue de diverses sources nous permet de vérifier ce processus de destruction accélérée de toute forme de vie pour la convertir en argent : selon le rapport du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUMA) de l'année 2003, environ 3,600 millions d'hectares, autrement dit 70% des terres sèches de la planète (sans compter les déserts arides) sont dégradées; on calcule que l'on a gaspillé approximativement 1,95 millions d'hectares de terre à cause de l'industrie et de

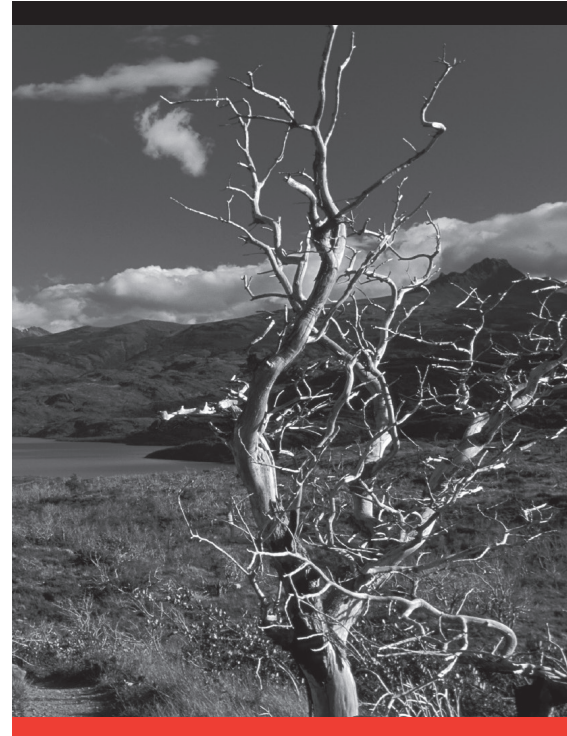
l'urbanisation; en 1982, on calcule que le rythme de déforestation atteint quelques 11,3 millions d'hectares par année.

Selon l'évaluation mondiale des ressources forestières de l'année 2000, la perte nette de la surface forestière dans le monde durant les années 1990 a été approximativement de 9,4 millions d'hectares (l'équivalent de 0,2% de toutes les forêts). La déforestation des forêts tropicales atteint presque 1% par année. Quant à la disparition des espèces, c'est-à-dire la biodiversité qui est en train de se transformer en capital financier, selon la liste rouge publiée par l'Union mondiale pour la nature (UICN), près de 24% (1 330) des espèces de mammifères et 12% des volatiles du monde sont considérées menacées en ce moment.

Une autre ressource naturelle importante, l'eau, irremplaçable pour la récréation de la vie et la préservation de la vie sur la planète, est en train d'être sévèrement menacée par cette conversion irrationnelle et brutale de la vie en or monétaire. Selon la PNUMA, 80 pays qui représentent 40% de la population mondiale souffraient d'une grave pénurie d'eau au milieu des années 1990 et on calcule qu'en moins de 25 ans, les deux tiers de la population mondiale vivront dans des pays où l'accès à l'eau sera sévèrement restreint. Durant le 20^e siècle, 50% des terres humides ont disparu de la planète.

En même temps que s'écoulent ainsi la vie et les ressources de base comme la terre, les forêts, l'eau, les poissons et la biodiversité, la planète est inondée d'argent, d'or monétaire dans les mains de quelques 8,7 millions de personnes. En matière financière, l'information disponible nous dit, par exemple, que le commerce quotidien moyen dans le marché d'échanges global a augmenté de 15 milliards de dollars en 1973 à 300 milliards en 1995 et à plus de 2 000 milliards en l'an 2000 (UNCTAD 2001). De plus, il existe une demande croissante de services financiers, d'actions, de bons, de dépôts bancaires dans les économies développées qui se sont accrus deux fois plus rapidement que le produit interne brut (PIB). Les flux de l'investissement étranger direct sont passés de 473 milliards de dollars en 1997 à 1 118 milliards en l'an 2000 (UNCTAD 2001). Le stock d'actifs financiers est passé de 12 milliards de dollars en 1980 à plus de 80 milliards en l'an 2000, ce qui représente une multiplication par plus de 6 du capital financier en un peu plus d'une décennie.

Ce processus global facilement vérifiable en naviguant quelque peu sur Internet se reproduit tel quel dans notre pays, sans qu'il y ait la moindre réflexion ou reconsidération. Bien plus, le Chili reproduit ce processus, se vantant d'être le meilleur élève, le plus appliqué, convertissant notre terre dévastée en paradigme pour l'excellence de ce processus d'accumulation du capital, basé sur l'appropriation indue de la valeur économique des ressources naturelles par les groupes économiques.



Pour ce faire, ils se sont adaptés harmonieusement à la phase exportatrice de matières premières, phase vétuste, rétrograde et peu originale, présente en notre économie depuis les temps de la Colonie et qui, malgré les tentatives d'industrialisation au milieu du 20^e siècle, continue d'être le modèle de croissance économique par excellence.

Nonobstant ce qui a été dit, il est important de reconnaître aussi que, dans la présente phase d'accumulation capitaliste de la part des groupes économiques actuels, les privatisations d'entreprises appartenant à l'État ont joué un rôle important pour expliquer l'énorme concentration de richesse et, parallèlement, l'inégalité sociale qu'elle génère. Maria Olivia Mönckeberg (2001¹) indique que, dans le processus des privatisations, l'État a fourni des subsides de manière implicite aux nouveaux propriétaires. Par exemple, dans le cas de la Compagnie d'aciers du Pacifique (CAP), le subside implicite fut de 200%, si l'on tient compte que 60% des actions furent vendues 2,4 millions en UF², alors qu'elles avaient une valeur de 7,7 millions en UF. Dans le cas de SOQUIMICH, le subside implicite fut de 76%, puisque 93% des actions ont été vendues 7,2 millions en UF, alors qu'elles valaient une valeur estimée à 12,7 millions en UF. Pour sa part, dans l'opération IANSA, le subside a atteint 187%, alors que 1% des actions se sont vendues 1,7 millions en UF, alors que la valeur réelle était estimée à 4,8 millions en UF. Avec ENDESA, le subside a été de 15,5%, alors que 61% des actions furent vendues 18 millions en UF dont la valeur estimée était pourtant de 20,8 millions en UF. Avec ENTEL, le subside fut de 112% à cause du fait que 62% des actions furent vendues 4,3 millions en UF, ayant pourtant une valeur estimée à 9,1 millions en UF.

Comme le signalait Sanfuentes en 1984, ce pouvoir financier, que les groupes économiques concentraient en leurs mains grâce aux privatisations et à leur position privilégiée dans l'économie chilienne, s'est transformé avec le temps en pouvoir politique. Le président du Chili, Ricardo Lagos, faisait des réflexions semblables, il y a 5 ans, quand il affirmait que les groupes économiques non seulement concentraient la propriété et la richesse, mais également le pouvoir politique.

Sanfuentes affirme que *l'existence de conglomerats d'une ampleur significative est incompatible avec une conduite indépendante de la politique économique, surtout si les groupes concentrent leurs intérêts dans le secteur financier* (Sanfuentes 1984, p. 158). Cette caractéristique s'est maintenue et accentuée durant les trois dernières décennies, permettant aux grands groupes économiques d'utiliser leur puissant pouvoir pour influencer les décisions du gouvernement et la formulation de politiques publiques.

1 Mönckeberg, María Olivia. (2001). *El Saqueo de los Grupos Económicos al Estado Chileno*, Ediciones B, Chile S.A., Santiago de Chile, 269 pp.

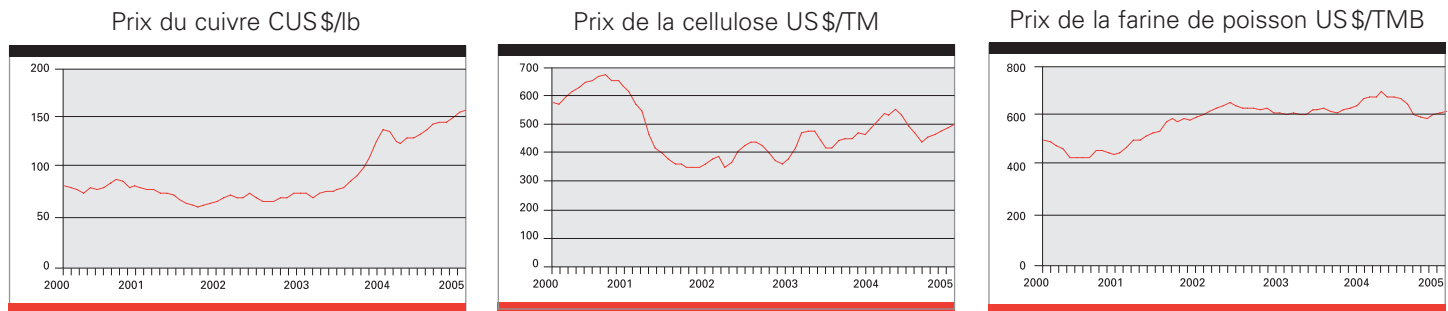
2 Unidad de fomento, une unité de change fixée par la Banque centrale, qui varie avec l'inflation.

Par ailleurs, la hausse du prix des principaux produits exportés par le Chili (produits naturels sans transformation majeure, comme le cuivre, la cellulose ou la farine de poisson) favorise et promeut le caractère *rentier* de

notre économie, ce qui permet aux groupes économiques d’approfondir et de rendre plus efficace leur accumulation de capital sur la base de l’exploitation des ressources naturelles. Comme on le verra plus loin, les trois principaux groupes économiques — Luksic, Angelini et Matte — sont reliés à ce type d’activités et sont, de plus, ceux qui s’enrichissent le plus quand l’économie chilienne est en croissance.

Graphique 1 : Prix de commodités

Source : Banque centrale



Maintenant, si nous revenons sur le caractère rentier de l’accumulation pratiquée au Chili, qui a reçu une impulsion importante lors de la privatisation des entreprises publiques et continue aujourd’hui de s’appuyer sur la transformation du capital naturel (vie, écosystèmes naturels, biologie, espèces vivantes, etc.) en capital financier et sur la surexploitation du travail, il est important d’avoir à l’esprit la place déterminante des marchés externes dans ce processus, puisque c’est grâce au positionnement des exportations chiliennes dans les principaux marchés du monde qu’il est possible de consolider le modèle rentier d’accumulation.

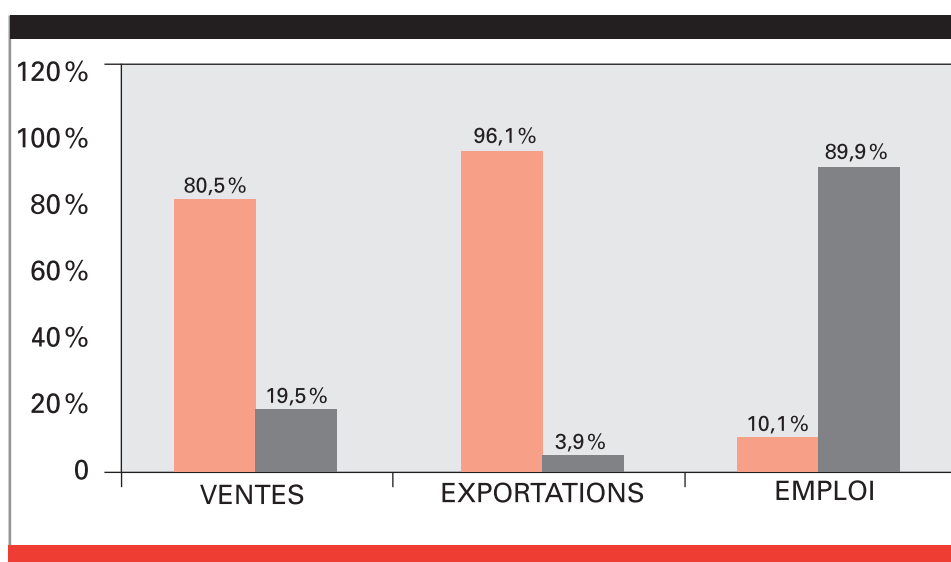
D’où l’importance des traités de libre-échange, les abaissements douaniers, la libéralisation du marché financier et du calcul des capitaux pour consolider l’installation de l’économie chilienne dans le processus de globalisation internationale. Ce processus de consolidation a connu une accentuation notable durant la période de Ricardo Lagos, qui a signé des traités de libre-échange, entre autres, avec les États-Unis et l’Europe.

Si on considère ce qui est consigné dans le graphique numéro 2, on déduit que l’importance croissante des exportations dans le revenu national profite massivement aux grandes et méga-entreprises qui ne dépassent pas 1% du total des unités productives qui œuvrent au Chili.

Graphique 2 : Grandes entreprises versus petites et moyennes entreprises au Chili

Source : mes données à partir du ministère des Finances, Sercotec et SII

2



En conséquence, et comme on peut l'apprécier dans le graphique numéro 3, durant le gouvernement de Lagos, les exportations ont augmenté en importance comme pourcentage du PIB, passant de 31% en 1999 à 35% en 2005.

Grandes et mégas entreprises - 1% du total
Petites et moyennes entreprises - 99% du total

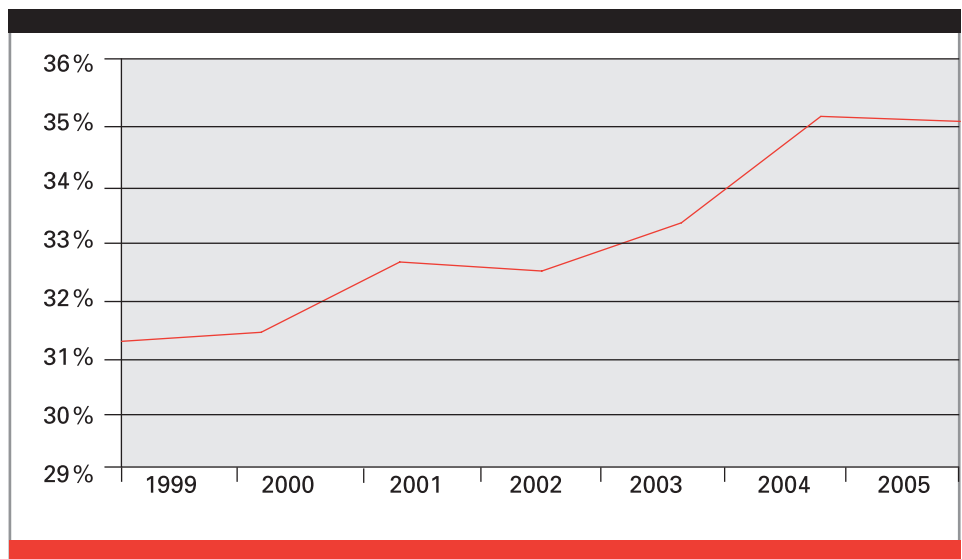
Graphique 3 : Importance des exportations dans le PIB, gouvernement de Lagos %

Source : données tirées de la Banque centrale du Chili

3

La libéralisation du commerce commencée durant la dictature avec une réduction unilatérale et uniforme des tarifs douaniers s'est approfondie avec la Concertation par le biais des traités de libre-échange, de telle manière que, plusieurs mois après la fin du mandat de Lagos, le Chili est le pays qui a signé le plus grand nombre de traités de libre-échange dans le monde. Étant donné notre structure productive, le secteur qui a le plus profité de cette politique de libéralisation a été constitué par les grandes entreprises qui réalisent 96% de toutes les exportations.

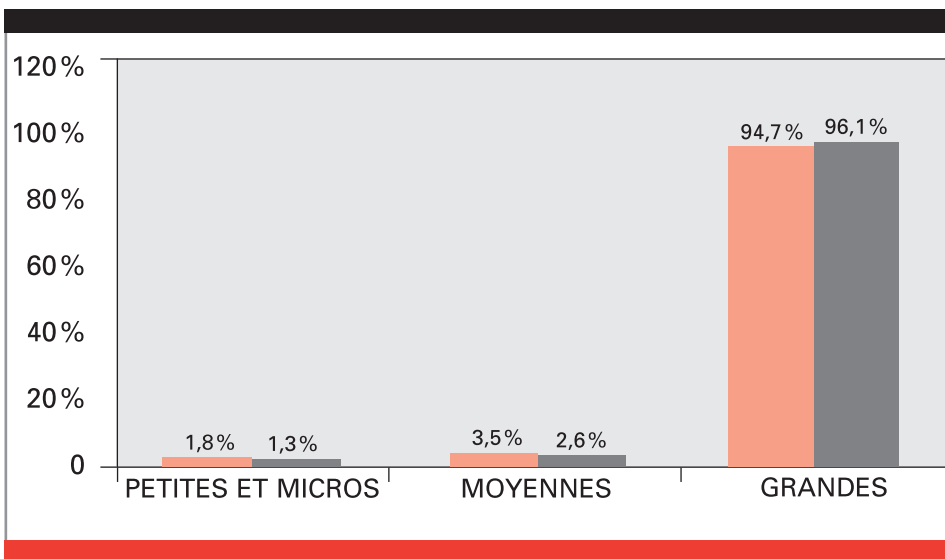
Les petites et micro-entreprises ne sont responsables que de 1,3% de nos exportations. Cette asymétrie s'est accrue durant le gouvernement de Lagos puisque, en 1999, les grandes entreprises représentaient 94,7% et les petites et micro-entreprises 1,8%.



Graphique 4 : Participation des entreprises aux exportations 1999-2003 (%)

Source : tirées des données du SII, Douanes et Sercotec, 2005

4



1999
2003

Comme on peut le voir dans le graphique numéro 4, qui affiche la participation des exportations selon la taille des entreprises, c'est durant la période de Lagos que s'accroît la concentration du monopole des grandes entreprises sur le marché exportateur, alors que, par la même occasion, l'importance des petites et moyennes entreprises se trouve réduite. Évidemment, pour détecter le caractère rentier de notre économie, nous devons observer l'ensemble des exportations du pays.

Ainsi qu'on peut s'en rendre compte dans le graphique numéro 5, où l'on examine la composition des exportations destinées aux pays de l'APEC,

le bloc principal de nos exportations, dont les relations furent hautement approfondies par l'administration Lagos incluant un Sommet au Chili, nous observons que plus de 90% des produits exportés sont des ressources naturelles.

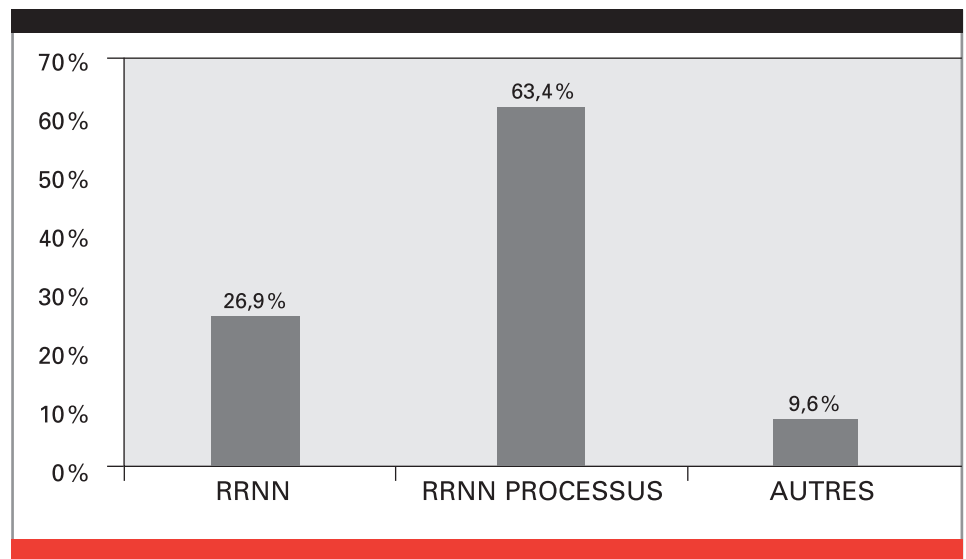
Graphique 5 : Composition des exportations chiliennes vers les pays de l'APEC

Source : données tirées de Candia, C « APEC 2004, Otra capilaridad en el avance del libre comercio »

5

Le système financier est critique et de première importance pour assurer l'efficacité du processus d'accumulation. Il n'est donc pas surprenant, alors que la banque et le secteur exportateur constituent pratiquement la moitié du produit interne brut du pays (PIB), que ce soit durant le gouvernement de Lagos que son importance a augmenté de manière significative.

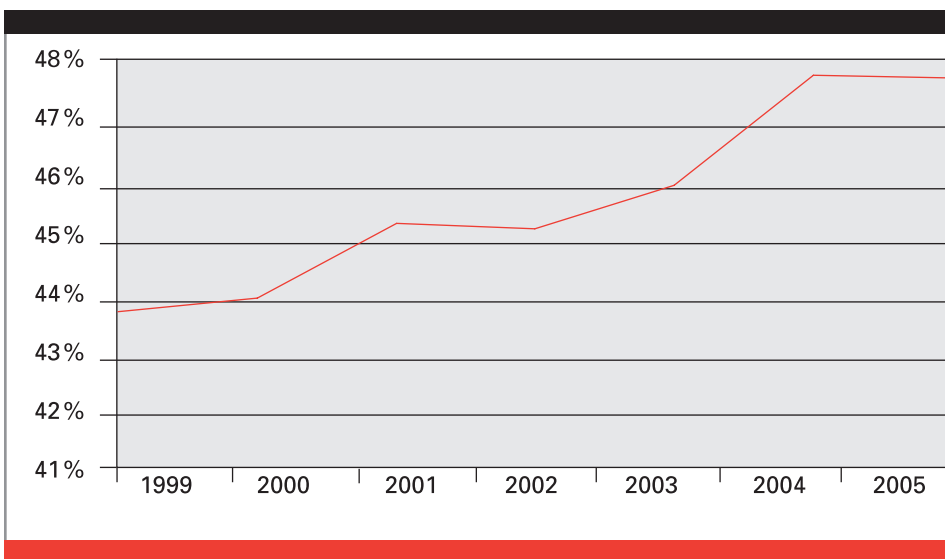
Dans le graphique 6, il est possible d'observer que, durant cette période, la banque ainsi que le secteur exportateur, un groupe réduit d'unités productives, sont passés de moins de 44% du PIB à presque la moitié de celui-ci.



Graphique 6 : Importance des exportations et des services financiers dans le PIB, gouvernement de Lagos (%)

Source : données tirées de la Banque centrale du Chili

6



Évidemment, il existe une étroite relation entre la banque et les grandes entreprises exportatrices. Comme on peut le constater dans le graphique numéro 7, le lien entre ce secteur et les grandes entreprises est évident, puisque 82% des placements bancaires ont comme destinataires les grandes entreprises bien que celles-ci ne représentent que 2% du nombre de débiteurs.

Graphique 7 : portefeuille commercial par grandeur de la dette, décembre 2005

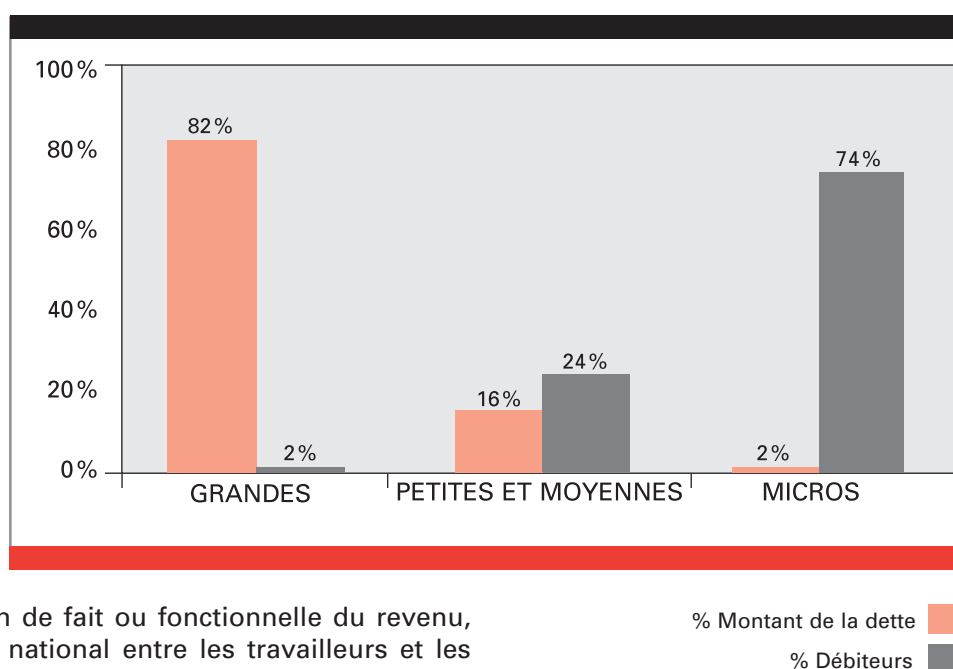
Source : données tirées de la Superintendencia des banques et institutions financières

7

La deuxième source d'accumulation utilisée pour consolider ce macro-processus de concentration de la richesse est la surexploitation du capital humain, ce qui auparavant s'appelait simplement exploitation du travail humain. Les grands perdants durant la Concertation ont été les travailleurs, qui ont vu diminuer progressivement leur participation au revenu national.

Si on considère la structure salariale à partir de ceux qui contribuent en payant l'impôt de deuxième catégorie, selon le Service des impôts internes (SII), le nombre de travailleurs actifs et le PIB comme payeurs du coût des facteurs de production, nous pouvons voir que la distribution de fait ou fonctionnelle du revenu, c'est-à-dire la distribution du revenu national entre les travailleurs et les propriétaires du capital, a été progressivement dommageable pour les travailleurs.

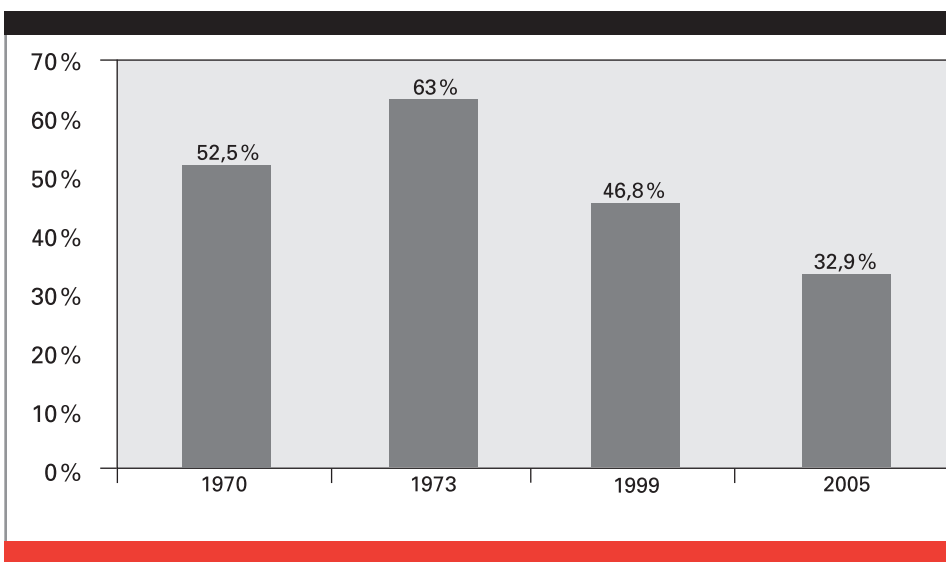
Selon les données exposées dans le graphique numéro 8, on observe que, en 1999, 46,8% du revenu national était destiné aux travailleurs alors qu'en 2005 on leur destinait seulement 32,91%. Il ne faut pas perdre de vue que, durant le gouvernement de Salvador Allende, le pourcentage du revenu national destiné aux travailleurs a augmenté de 52,5% en 1970 (CEPAL, cité en Shatan 1996) à 63% (Fazio, 2005)



Graphique 8 : Participation du facteur travail dans les revenus nationaux (%)

Source : données selon le SII, Banque centrale INE, Schatan en base a CEPAL (1996) y Fazio (2005)

8



Le bien-être matériel est assuré uniquement à quelques privilégiés et la scandaleuse distribution des richesses, comme l'ont remarqué les Évêques, situe le Chili comme le onzième pays le plus inégalitaire au monde. De la population 5% reçoit jusqu'à 220 fois ce qu'obtient le 5% considéré le plus pauvre. Actuellement, une famille parmi les 20% des plus défavorisés possède un revenu mensuel de 75 000 pesos en moyenne alors que dans un foyer des 20% les plus riches, on jouit en un mois de plus d'un million de pesos.

Selon les chiffres du Service des impôts internes de 2003, 85% des Chiliens avaient un revenu qui ne dépassait pas les 350 000 pesos.

En contraste avec ces données qui démontrent la disparité entre ceux qui profitent du modèle économique et les exclus de ces bénéfices, les grands groupes économiques jouissent de juteux avantages. Selon la revue Forbes, publication spécialisée dans la détection des fortunes les plus grandes dans le monde, trois Chiliens ont l'honneur de figurer dans la catégorie des « hommes les plus riches de la planète ».



Les groupes Luksic, Angelini et Matte apparaissent habituellement dans Forbes. De fait, ces trois groupes économiques ont accumulé en 2005 une fortune de 9 milliards 800 millions de dollars (Tableau 1). Sont à la tête de la croissance économique du Chili ceux dont les entreprises dépendent, entre autres, du secteur financier, minier, forestier, des télécommunications, des pêches.

Tableau 1

Les plus grandes fortunes du Chili (En millions de dollars)

Si l'on considère une rentabilité de 12%, chiffre modeste pour ces groupes économiques, Luksic reçoit 800 millions de pesos chaque jour, Angelini plus de 550 millions et Matte 500 millions.

C'est le genre de croissance économique qui ensorcelle les autorités du gouvernement et les entrepreneurs. Ce sont là les résultats d'un modèle rentier d'accumulation, qui s'est élaboré sous le couvert de la politique économique de la Concertation.

GROUPE ÉCONOMIQUE	2004	2005
ANDRÓNICO LUKSIC	3,400	4,200
ANACLETO ANGELINI	2,500	2,900
ELIODORO MATTE	2,800	2,700
TOTAL	8,700	9,800

Source : Forbes

DE L'URGENCE D'INTERROGER LA CIVILISATION ACTUELLE

Par Catherine Foisy


Catherine Foisy, ex-directrice adjointe du Regroupement pour la responsabilité sociale et l'équité (RRSE), elle est actuellement professeure de science politique au Collège international des Marcellines et candidate au *PhD in Humanities* à l'Université Concordia.

La richesse des présentations d'hier se mesure non seulement en termes de qualité des contenus livrés, mais également et surtout en humanité. C'est donc un honneur pour moi que de mettre la table avant l'intervention de monsieur Houtart, non pas en ayant la prétention de soumettre à votre réflexion une synthèse, mais bien plutôt mon propre regard sur ce qui fut si généreusement donné. J'aimerais donc articuler cette mise en route autour de trois éléments principaux. Premièrement, je mettrai l'accent sur certains points des analyses systémiques qui furent présentées en portant une attention particulière aux conséquences du présent système. Deuxièmement, il sera question de la crise civilisationnelle dans laquelle le système actuel nous plonge et puise ses racines. Troisièmement, j'esquisserai, à partir des interventions d'hier, quelques pistes d'action envisageables dans une perspective éthique.

Tout d'abord, nous pouvons identifier quelques caractéristiques du système actuel. Les conférenciers ont illustré, par maints exemples, la logique cyclique du capitalisme fondée sur les investissements, les profits, la croissance et le retour dans les entreprises par de nouveaux investissements. C'est cette logique qui se trouve à la base de l'émergence d'un système financier comme le nôtre ayant acquis une forme d'autonomie, mais ponctionnant périodiquement certaines ressources dans l'économie réelle. C'est précisément cette donnée qui fonde le non-sens de la crise économique et financière et, en même temps, se trouve à la base de la logique néolibérale : les coûts sont partagés et pris en charge par le commun, le public (par l'État et ses diverses institutions) alors que les profits sont systématiquement privatisés. Comme nous en ont entretenus les conférenciers du Chili et de la Guinée-Bissau, les conséquences de ce système sont dévastatrices, principalement sur la capacité des individus et des sociétés à exercer quelque contrôle que ce soit sur leur vie. Des inégalités croissantes entre les pays du Sud et ceux du Nord ainsi qu'à l'intérieur même des pays à cause de la raréfaction des ressources due à une exploitation immodérée de l'environnement et menant à un appauvrissement des collectivités, telles sont les conséquences particulièrement pernicieuses de la crise actuelle.

Au-delà des analyses macroéconomiques dont la raison d'être est par ailleurs pleinement fondée, il nous semble crucial de poser la crise actuelle dans sa dimension civilisationnelle puisque ce que l'on met en place, c'est une logique culturelle fondée sur le court terme, la virtualité des échanges et l'idée de performance. Cette logique transcende très largement le cadre des enjeux économiques et financiers pour trouver une place de choix





jusque dans les relations humaines, tant interpersonnelles que sociales. De plus en plus, la citoyenneté est vécue sur le mode de la consommation (bien qu'équitable!). Avec la standardisation de nos modes de vie au détriment de la richesse contenue dans nos cultures particulières et d'un réel enracinement qui permette une ouverture aboutissant au dialogue avec l'Autre, c'est à une perte de sens que nous assistons actuellement.

Si les administrations politiques nationales ne sont plus dignes de notre confiance, peut-être est-il nécessaire d'investir de nouveaux espaces qui permettent aux individus de tisser des liens entre eux, dans des contextes particuliers, à l'image des alternatives qui nous furent présentées par madame Henriques, par exemple? Entre le coopérativisme, la production locale et la nécessité d'un mouvement de va-et-vient de la réflexion vers la pratique, ce qui me semble le plus urgent tient essentiellement à deux pôles. D'une part, rebâtir nos communautés locales, à commencer par une unité dont on n'a pas parlé hier, mais qui est à la base même de nos sociétés (et qui est trop souvent bafouée!) : les familles. D'autre part, nous avons le devoir de nous poser à nouveau la question de ce qu'est le beau, le bon, le bien et le vrai et, à travers cela, de nous interroger sur ce qui est nécessaire pour devenir et vivre en femmes et en hommes libres.

Pour terminer, en posant ces questions essentielles et pour nous mettre en marche vers l'action et l'avenir, il me semble tout indiqué de nous rappeler ces quelques lignes de la constitution pastorale Gaudium et Spes :

Les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des hommes de ce temps, des pauvres surtout et de tous ceux qui souffrent, sont aussi les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des disciples du Christ, et il n'est rien de vraiment humain qui ne trouve écho dans leur cœur. [...] C'est en effet l'homme qu'il s'agit de sauver, la société humaine qu'il faut renouveler. C'est donc l'homme considéré dans son unité et sa totalité, l'homme, corps et âme, cœur et conscience, pensée et volonté, qui constituera l'axe de tout notre exposé.

POUR UNE SORTIE DE CRISE : DES ALTERNATIVES ÉTHIQUES

Par François Houtart

François Houtart, prêtre et sociologue belge. Fondateur du Centre Tricontinental (CETRI) et de la revue Alternatives Sud, professeur émérite de l'Université catholique de Louvain (UCL), il a contribué à diverses recherches socioreligieuses en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Il est l'auteur d'une quarantaine d'ouvrages dont la dernière publication est *L'agroénergie. Solution pour le climat ou sortie de crise pour le capita?*, Couleur livres, 2009. Il est actuellement représentant du Président de l'Assemblée générale des Nations Unies auprès de la Commission onusienne pour la Réforme du système financier et monétaire.

Le cadre du congrès de L'Entraide missionnaire est toujours inspirant et le thème choisi cette année 2009 *Le monde en crises : quelles voies de sortie?*, est particulièrement d'actualité. Je reprendrai avec vous quelques thèmes déjà traités ailleurs, notamment dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations Unies, sous la présidence du Père Miguel d'Escoto. Pour bien planter le problème des solutions, il faut se rappeler quelques aspects fondamentaux de l'ensemble des crises.

■ ■ ■ Les multiples faces de la crise

Quand 850 millions d'êtres humains vivent sous la barre de la pauvreté et que leur nombre augmente, quand chaque vingt-quatre heures, des dizaines de milliers de gens meurent de faim, quand disparaissent jour après jour des ethnies, des modes de vie, des cultures, mettant en péril le patrimoine de l'humanité, quand le climat se détériore et que l'on se demande s'il vaut encore la peine de vivre à la Nouvelle Orléans, au Sahel, dans les îles du Pacifique, en Asie centrale ou en bordure des océans, on ne peut se contenter seulement de parler de crise financière.

Déjà les conséquences sociales de cette dernière sont ressenties bien au-delà des frontières de sa propre origine : chômage, cherté de la vie, exclusion des plus pauvres, vulnérabilité des classes moyennes et allongement dans le temps de la liste des victimes. Soyons clairs, il ne s'agit pas seulement d'un accident de parcours ou d'abus commis par quelques acteurs économiques qu'il faudra sanctionner, nous sommes confrontés à une logique qui parcourt toute l'histoire économique des deux derniers siècles. De crises en régulations, de dérégulations en crises, le déroulement des faits répond toujours à la pression des taux de profit : en hausse on dérégule, en baisse on régule, mais toujours en faveur de l'accumulation du capital, elle-même définie comme le moteur de la croissance. Ce que l'on vit aujourd'hui n'est donc pas nouveau. Ce n'est pas la première crise du système financier et certains disent que ce ne sera pas la dernière.

Cependant, la bulle financière créée au cours des dernières décennies grâce, entre autres, au développement des nouvelles technologies de l'information et des communications, a surdimensionné toutes les données du problème.



L'économie est devenue de plus en plus virtuelle et les différences de revenus ont explosé. Pour accélérer les taux de profits, une architecture complexe de produits dérivés fut mise en place et la spéculation s'est installée comme un mode opératoire du système économique. Cependant, ce qui est nouveau, c'est la convergence de logique entre les dérèglements que connaît aujourd'hui la situation mondiale.

La crise alimentaire en est un exemple. L'augmentation des prix ne fut pas d'abord le fruit d'une moindre production, mais bien le résultat combiné de la diminution des stocks, de manœuvres spéculatives et de l'extension de la production d'agrocarburants. La vie des personnes humaines a donc été soumise à la prise de bénéfices. Les chiffres de la bourse de Chicago en sont l'illustration.

La crise énergétique, quant à elle, va bien au-delà de l'explosion conjoncturelle des prix du pétrole. Elle marque la fin du cycle de l'énergie fossile à bon marché (pétrole et gaz) dont le maintien à un prix inférieur provoqua une utilisation inconsidérée de l'énergie, favorable à un mode de croissance accéléré, qui permit une rapide accumulation du capital à court et moyen terme. La surexploitation des ressources naturelles et la libéralisation des échanges, surtout depuis les années 1970, multiplia le transport des marchandises et encouragea les moyens de déplacement individuel, sans considération des conséquences climatiques et sociales. L'utilisation de dérivés du pétrole comme fertilisants et pesticides se généralisa dans une agriculture productiviste. Le mode de vie des classes sociales supérieures et moyennes se construisit sur le gaspillage énergétique. Dans ce domaine aussi, la valeur d'échange prit le pas sur la valeur d'usage.

Aujourd'hui, cette crise risquant de nuire gravement à l'accumulation du capital, on découvre l'urgence de trouver des solutions. Elles doivent cependant, dans une telle perspective, respecter la logique de base : maintenir le niveau des taux de profit, sans prendre en compte les externalités, c'est-à-dire ce qui n'entre pas dans le calcul comptable du capital et dont le coût doit être supporté par les collectivités ou les individus. C'est le cas des agrocarburants et de leurs conséquences écologiques : destruction, par la monoculture, de la biodiversité, des sols et des eaux souterraines, et sociales : expulsion de millions de petits paysans qui vont peupler les bidonvilles et aggraver la pression migratoire.

La crise climatique, dont l'opinion publique mondiale n'a pas encore pris conscience de toute la gravité est, selon les experts du GIEC (Groupe international des experts du climat), le résultat de l'activité humaine. Nicolas Stern, ancien collaborateur de la Banque mondiale, n'hésite pas à dire que *les changements climatiques sont le plus grand échec de l'histoire de l'économie de marché*. En effet, ici comme précédemment, la logique du capital ne connaît pas les « externalités », sauf quand elles commencent à réduire les taux de profit.

L'ère néolibérale qui fit croître ces derniers, coïncide également avec une accélération des émissions de gaz à effet de serre et du réchauffement climatique. L'accroissement de l'utilisation des matières premières et celui des transports, tout comme la dérégulation des mesures de protection de la nature, augmentèrent les dévastations climatiques et diminuèrent les capacités de régénération de la nature. Si rien n'est fait dans un proche avenir, de 20% à 30% de toutes les espèces vivantes pourraient disparaître d'ici un quart de siècle. Le niveau et l'acidité des mers augmenteront dangereusement et l'on pourrait compter entre 150 et 200 millions de réfugiés climatiques dès la moitié du 21^e siècle.

C'est dans ce contexte que se situe la crise sociale. Développer spectaculairement 20% de la population mondiale, capable de consommer des biens et des services à haute valeur ajoutée, est plus intéressant pour l'accumulation privée à court et moyen terme, que répondre aux besoins de base de ceux qui n'ont qu'un pouvoir d'achat réduit ou nul. En effet, incapables de produire de la valeur ajoutée et n'ayant qu'une faible capacité de consommation, ils ne sont plus qu'une foule inutile, tout au plus susceptible d'être l'objet de politiques assistentielles. Le phénomène s'est accentué avec la prédominance du capital financier. Une fois de plus la logique de l'accumulation a prévalu sur les besoins des êtres humains.

Tout cet ensemble de dysfonctionnements débouche sur une véritable crise de civilisation caractérisée par le risque d'un épuisement de la planète et d'une extinction du vivant, ce qui signifie une véritable crise de sens. Alors, des régulations? Oui, si elles constituent les étapes d'une transformation radicale et permettent une sortie de crise qui ne soit pas la guerre; non, si elles ne font que prolonger une logique destructrice de la vie. Une humanité qui renonce à la raison et délaisse l'éthique, perd le droit à l'existence.

Certes, le langage apocalyptique n'est pas porteur d'action. Par contre, un constat de la réalité peut conduire à réagir. La recherche et la mise en œuvre d'alternatives sont possibles, mais pas sans conditions. Elles supposent d'abord une vision à long terme, l'utopie nécessaire; ensuite des mesures concrètes échelonnées dans le temps et enfin des acteurs sociaux porteurs des projets, au sein d'un combat dont la dureté sera proportionnelle au refus du changement.

■ ■ ■ Les moyens d'en sortir

Face à la crise financière qui affecte l'ensemble de l'économie mondiale et se combine avec une crise alimentaire, énergétique et climatique, pour déboucher sur un désastre social et humanitaire, diverses réactions se profilent à l'horizon. Certains proposent de punir et de changer les acteurs (les voleurs de poules, comme dit Michel Camdessus, l'ancien directeur du FMI)



pour continuer comme avant. D'autres soulignent la nécessité de réguler le système, mais sans changer les paramètres, comme George Soros. Enfin, il y a ceux qui estiment que c'est la logique du système économique contemporain qui est en jeu et qu'il s'agit de trouver des alternatives.

L'urgence de solutions est le défi majeur. Il ne reste plus beaucoup de temps pour agir efficacement sur les changements climatiques. Au cours des deux dernières années, selon la FAO, 100 millions de personnes ont basculé sous la ligne de pauvreté, le besoin impératif de changer de cycle énergétique est à nos portes. Une multitude de solutions alternatives existe, dans tous les domaines, mais elles exigent une cohérence pour garantir leur efficacité; non pas un nouveau dogme, mais une articulation.


La vision de long terme peut s'articuler autour de quelques axes majeurs. En premier lieu, un usage renouvelable et rationnel des ressources naturelles, ce qui suppose une autre philosophie du rapport à la nature : non plus l'exploitation sans limite d'une matière, en l'occurrence objet de profit, mais le respect de ce qui forme la source de la vie. Les sociétés du socialisme dit réel n'avaient guère innové dans ce domaine.

Ensuite, privilégier la valeur d'usage sur la valeur d'échange, ce qui signifie une autre définition de l'économie : non plus la production d'une valeur ajoutée, source d'accumulation privée, mais l'activité qui assure les bases de la vie matérielle, culturelle et spirituelle de tous les êtres humains à travers le monde. Les conséquences logiques en sont considérables. À partir de ce moment, le marché sert de régulateur entre l'offre et la demande au lieu d'accroître le taux de profit d'une minorité. Le gaspillage des matières premières et de l'énergie, la destruction de la biodiversité et de l'atmosphère sont combattus, par une prise en compte des « externalités » écologiques et sociales. Les priorités dans la production de biens et de services changent de logique.

Un troisième axe est constitué par une généralisation de la démocratie, pas seulement appliquée au secteur politique par une démocratie participative, mais aussi au sein du système économique, dans toutes les institutions et entre les hommes et les femmes. Une conception participative de l'État en découle nécessairement, de même qu'une revendication des droits humains dans toutes leurs dimensions, individuelles et collectives. La subjectivité retrouve une place.

Enfin, le principe de la multiculturalité vient compléter les trois autres. Il s'agit de permettre à tous les savoirs, même traditionnels, de participer à la construction des alternatives, à toutes les philosophies et les cultures, en brisant le monopole de l'occidentalisation, à toutes les forces morales et spirituelles capables de promouvoir l'éthique nécessaire. Parmi les religions, la sagesse de l'hindouisme dans le rapport à la nature, la compassion du bouddhisme dans les relations humaines, la soif de justice dans





le courant prophétique de l'islam, la quête permanente de l'utopie dans le judaïsme, les forces émancipatrices d'une théologie de la libération dans le christianisme, le respect des sources de la vie dans le concept de la terre-mère des peuples autochtones de l'Amérique latine, le sens de la solidarité exprimé dans les religions de l'Afrique, sont des apports potentiels importants, dans le cadre évidemment d'une tolérance mutuelle garantie par l'impartialité de la société politique.

Utopies que tout cela! Mais le monde a besoin d'utopies, à condition qu'elles se traduisent dans la pratique. Chacun des principes évoqués est susceptible d'applications concrètes, qui ont déjà fait l'objet de propositions de la part de nombreux mouvements sociaux et d'organisations politiques. L'adoption de ces principes permettrait d'engager un processus alternatif réel face aux règles qui président actuellement au déroulement de l'économie capitaliste, à l'organisation politique mondiale et à l'hégémonie culturelle occidentale et qui entraînent les conséquences sociales et naturelles que nous connaissons aujourd'hui. Les principes exprimés débouchent sur de grandes orientations qu'il est possible d'esquisser.


En effet, il est clair que le respect de la nature exige le contrôle collectif des ressources. Il demande aussi de constituer, en patrimoine de l'humanité, les plus essentielles à la vie humaine (l'eau, les semences...), avec toutes les conséquences juridiques que cela entraîne. Il signifierait également la prise en compte des « externalités » écologiques dans le calcul économique.

Privilégier la valeur d'usage exige une transformation du système de production, aujourd'hui centré prioritairement sur la valeur d'échange, afin de contribuer à l'accumulation du capital considéré comme le moteur de l'économie. Cela amène à la remise en place des services publics, y compris dans les domaines de la santé et de l'éducation, c'est-à-dire leur non-marchandisation.

Généraliser la démocratie, notamment dans l'organisation de l'économie, suppose la fin d'un monopole des décisions lié à la propriété du capital, mais aussi la mise en route de nouvelles formes de participation constituant les citoyens en sujets.

Accepter la multiculturalité dans la construction des principes exprimés signifie ne pas réduire la culture à une seule de ses composantes et permettre à la richesse du patrimoine culturel humain de s'exprimer, de mettre fin aux brevets monopolisant les savoirs et d'exprimer une éthique sociale dans les divers langages.

Utopie! Oui, car cela n'existe pas aujourd'hui, mais pourrait exister demain. Utopie nécessaire, car synonyme d'inspiration et créatrice de cohérence dans les efforts collectifs et personnels. Mais aussi applications très concrètes, sachant que changer un modèle de développement ne se réalise pas



en un jour et se construit par un ensemble d'actions, avec un déroulement dans le temps divers. Alors comment proposer des mesures s'inscrivant dans cette logique et qui pourraient faire l'objet de mobilisations populaires et de décisions politiques? Bien des propositions ont déjà été faites, mais on pourrait en ajouter d'autres.

Sur le plan des ressources naturelles, un pacte international sur l'eau, prévoyant une gestion collective (pas exclusivement étatique) correspondrait à une conscience existante de l'importance du problème. Quelques autres orientations pourraient être proposées : la souveraineté des nations sur leurs ressources énergétiques; l'interdiction de la spéculation sur les produits alimentaires; la régulation de la production des agrocarburants en fonction du respect de la biodiversité, de la conservation de la qualité des sols et de l'eau et du principe de l'agriculture paysanne; l'adoption des mesures nécessaires pour limiter à un degré centigrade l'augmentation de la température de la terre au cours du XXI^e siècle; le contrôle public des activités pétrolières et minières, au moyen d'un code d'exploitation international vérifié et sanctionné, concernant les effets écologiques et sociaux (entre autres les droits des peuples indigènes).

À propos de la valeur d'usage, des exemples concrets peuvent également être donnés. Il s'agirait de rétablir le statut de bien public, de l'eau, de l'électricité, de la poste, des téléphones, de l'Internet, des transports collectifs, de la santé, de l'éducation, en fonction des spécificités de chaque secteur. Exiger une garantie de cinq ans sur tous les biens manufacturés, ce qui permettrait d'allonger la vie des produits et de diminuer l'utilisation de matières premières et de l'énergie. Mettre une taxe sur les produits manufacturés voyageant sur plus de 1000 km entre leur lieu de production et le consommateur (à adapter selon les produits) et qui serait attribuée au développement local des pays les plus fragiles; renforcer les normes du travail établies par l'Organisation internationale du travail (OIT), sur la base d'une diminution du temps de travail et de la qualité de ce dernier; changer les paramètres du PIB, en y introduisant des éléments qualitatifs traduisant l'idée du « bien vivre ».

Les applications de la démocratie généralisées sont innombrables et pourraient concerner toutes les institutions qui demandent un statut reconnu publiquement, tant pour leur fonctionnement interne que pour l'égalité dans les rapports de genre : entreprises, syndicats, organisations religieuses, culturelles, sportives. Sur le plan de l'Organisation des Nations Unies, on pourrait proposer la règle des deux tiers pour les décisions de principe et de la majorité absolue pour les mesures d'application.

Quant à la multiculturalité, elle comprendrait, entre autres, l'interdiction de breveter les savoirs traditionnels; la mise à disposition publique des découvertes liées à la vie humaine (médicales et pharmaceutiques);

l'établissement des bases matérielles nécessaires à la survie des cultures particulières (territorialité).

Un appel est lancé pour que les propositions concrètes soient rassemblées en un ensemble cohérent d'alternatives, qui constitueront l'objectif collectif de l'humanité et les applications d'une Déclaration universelle du Bien Commun de l'Humanité par l'Assemblée générale des Nations Unies. En effet, au même titre que la Déclaration universelle des Droits de l'Homme proclamée par les Nations Unies, une Déclaration universelle du Bien Commun de l'Humanité pourrait jouer ce rôle. Certes, les Droits de l'Homme ont connu un long parcours entre les Révolutions française et américaine et leur adoption par la communauté internationale. Le processus fut aussi progressif avant de proclamer la troisième génération des droits, incluant une dimension sociale. Très occidentale dans ses perspectives, le document fut complété par une Déclaration africaine et par une initiative similaire du Monde arabe. Sans aucun doute, la Déclaration est souvent manipulée en fonction d'intérêts politiques, notamment par les puissances occidentales. Mais elle reste une référence de base, indispensable à toute légitimité politique et une protection pour les personnes. Aujourd'hui elle doit être complétée, car c'est la survie de l'humanité et de la planète qui est en jeu.

Une chose est certaine : la sortie de crise ne pourra se faire sans abandonner les paramètres de l'économie capitaliste et redéfinir les concepts de croissance, de développement et de prospérité. La traduction de ceux-ci dans les pratiques collectives et individuelles sera le résultat de nombreuses luttes sociales, du travail des intellectuels et des valeurs morales injectées dans la vie sociale. C'est aussi un impératif pour tous ceux qui se réfèrent au christianisme.



BIBLIOGRAPHIE ►

BIBLIOGRAPHIE

- ATTAC France**, *Sortir de la crise globale – Vers un monde écologique et solidaire*, Paris, la Découverte, 2009
- ATTAC Québec**, *Où va notre argent ? – Une fiscalité pour les riches*, Montréal, Écosociété, 2006
- BOCCARA, Paul**, *Transformations et crise du capitalisme mondialisé. Quelle alternative ?*, **Le Temps des cerises, Paris, 2008, 231 pages**
- COLLECTIF**, *Face à la crise alimentaire. État des résistances dans le Sud*, 2009, Cetri-Syllepse, Louvain-la-Neuve, Paris, 2009, 228 pages
- DARDOT, Pierre et Christian LAVAL**, *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, La Découverte, Paris, 2009, 498 pages
- DEL COURT, Laurent, DUTERME, Bernard, POLET, François et Aurélie LEROY**, *Mondialisation : gagnants et perdants*, Coédition CETRI et Couleur livres, 2009
- DOSTALER, Gilles et Bernard MARIS**, *Capitalisme et pulsion de mort*, Paris, Albin Michel, 2009
- DUTERME, Bernard, sous la direction de**, *Déforestation. Causes, acteurs et enjeux*. Alternatives Sud – Syllepse – Centre tricontinental (Cetri) Paris, Louvain-la-Neuve, 2008, 215 pages
- ELSTER, Jon**, *Le désintéressement. Traité critique de l'homme économique*, Tome I, Seuil, coll. Les livres du Nouveau Monde, Paris, 2009, 380 pages
- GELINAS, Jacques B.**, *Dictionnaire critique de la globalisation*, Montréal, Écosociété, 2008
- HERMAN, Patrick**, *Les nouveaux esclaves du capitalisme. Agriculture intensive et régression sociale*, Au diable Vauvert, Vauvert, 2008, 406 pages
- HOUTART, François**, *Dé légitimer le capitalisme. Reconstruire l'espérance*, collection Essais, Éditions Colophon, 2005, 208 pages
- L'agroénergie. Solution pour le climat ou sortie de crise pour le capital ?*, Couleur livres, Charleroi, 2009, 217 pages





JEANTET, Thierry, *L'économie sociale. Une alternative au capitalisme*, Economica, Paris, 2008, 82 pages

JORION, Paul, *La crise*, Fayard, Paris, 2009

KEMPF, Hervé, *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*, Éditions du Seuil, Paris, 2009, 150 pages

KLEIN, Naomi, *La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Montréal/Paris, Léméac / Actes Sud, 2008

LORDON, Frédéric, *Jusqu'à quand? Pour en finir avec les crises financières*, Raisons d'agir, Paris, 2008

MILLET, Damien et Éric TOUSSAINT, *La crise, quelles crises?*, Coédition Aden et CADTM, 2009, 291 pages

POLET, François, *Clés de lecture de l'altermondialisme*, Couleur livres, Bruxelles, 2008, 84 pages

Avec la collaboration d'Aurélie Leroy, *Comprendre le Sud. Entre mondialisation et altermondialisation*, Coédition CETRI et Couleur livres, 2009

QUATREPOINT, Jean-Michel, *La crise globale*, Mille et une nuits, Paris, 2008

TOSEL, André, *Un monde en abîme. Essai sur la mondialisation capitaliste*, Kimé, Paris 2008, 345 pages

TOUSSAINT, Éric, *Banque du Sud et nouvelle crise internationale*, CADTM-Syllepse, Paris, 2008, 207 pages

VIVERET, Patrick, *Reconsidérer la richesse*, Éditions de l'Aube, 2004, 215 pages

Pourquoi ça ne va pas plus mal?, Éditions Fayard, 2005, 260 pages

BIBLIOGRAPHIE (suite)

REVUES

Relations, L'ogre de la finance,
N° 733, juin 2009

Manière de voir, Le krach
du libéralisme, N° 102, décembre
2008 - janvier 2009, 100 pages

SITES

Association pour la taxation des transactions financières
et pour l'action citoyenne

www.france.attac.org

www.quebec.attac.org

Chaire d'études socioéconomiques de l'UQAM

www.cese.uqam.ca

Déclaration Mettons la finance à sa place!

www.choike.org/gcrisis

Réseau mondial pour la justice fiscale

www.taxjustice.net

Site québécois dédié à l'analyse économique critique

www.economieautrement.org

Ce congrès a été réalisé grâce à l'appui financier des sociétaires de L'Entraide missionnaire et des organismes suivants :





L'ENTRAIDE MISSIONNAIRE

15, rue de Castelnau Ouest
Montréal (Québec) H2R 2W3

Tél.: 514-270-6089
Courriel: emi@web.ca